



**B**elgavoka est notre réseau d'avocats, représenté dans chacun des 27 arrondissements judiciaires belges et au Grand-Duché de Luxembourg. En liaison avec d'autres réseaux européens, il a comme priorité absolue le meilleur service à la clientèle au niveau local, avec une offre juridique appropriée dans les différents domaines du droit.

Pour y parvenir, et compte tenu d'une société en constante évolution, ses membres s'engagent à poursuivre continuellement leur formation permanente. Cet objectif est notamment atteint par l'organisation régulière de sessions d'information et de formation. Nous vous proposons dans ce newsletter la synthèse des exposés qui ont été présentés par trois orateurs invités à notre journée de formation de ce 2 mars 2007, à savoir :

- Informations relatives aux droits de la propriété intellectuelle par Me Flip PETILLION;
- Le calcul de la contribution alimentaire pour les enfants par Monsieur le Premier Président Jean-Louis FRANEAU;
- La nouvelle loi sur la filiation à travers 10 casus par Me Nathalie MASSAGER.

Nous vous souhaitons très bonne lecture et nous vous invitons également à venir visiter régulièrement notre site internet ([www.belgavoka.be](http://www.belgavoka.be)) et notamment ses news qui évoquent continuellement l'actualité tant législative que judiciaire.

Guido ZIANS, Président

**B**elgavoka is ons netwerk van advocaten, vertegenwoordigd in elk van de 27 gerechtelijke arrondissementen van België en het Groothertogdom Luxemburg. Het netwerk heeft als hoogste prioriteit om in samenwerking met andere Europese netwerken de beste klantenservice op lokaal niveau te bieden door een passend juridisch aanbod in de verschillende domeinen van het recht.

Om hierin te slagen en rekening houdende met een constant veranderende samenleving, verbinden de leden zich hun permanente vorming te blijven voortzetten. Dit doel wordt in het bijzonder bereikt door geregeld informatie- en vormingsbijeenkomsten te organiseren. Wij leggen u in deze nieuwsbrief de opbouw van de lezingen die zijn gepresenteerd door drie gast sprekers op de cursusdag van 2 maart 2007 voor, te weten:

- Informatie gerelateerd aan de rechten op het gebied van het intellectuele eigendom door Mr. Flip PETILLION;
- De berekening van de bijdrage van de alimentatie voor kinderen door de Eerste Voorzitter, de heer Jean-Louis FRANEAU;
- De nieuwe wet met betrekking tot afstamming aan de hand van 10 casussen door Mr. Nathalie MASSAGER.

Wij wensen u veel leesplezier en nodigen u tegelijk uit tot het regelmatig bezoeken van onze website ([www.belgavoka.be](http://www.belgavoka.be)) en in het bijzonder de rubriek 'news' die constant de laatste stand van zaken geeft, hetzij op het gebied van wetgeving hetzij op het gebied van recht.

Guido Zans, Voorzitter

**B**elgavoka – so heißt unser Netzwerk von Rechtsanwälten, das in jedem der 27 belgischen Gerichtsbezirke und im Großherzogtum Luxemburg vertreten ist. Gemeinsam mit anderen europäischen Netzwerken hat es sich als absolute Priorität den besten Dienst am Kunden auf der örtlichen Ebene und eine optimale Dienstleistung in den verschiedensten juristischen Bereichen gesetzt.

Um dieses Ziel in einer im ständigen Wandel begriffenen Gesellschaft zu erreichen, nehmen die Mitglieder des Netzwerkes regelmäßig an Fortbildungen teil. Diese Zielsetzung wird vor allem durch die regelmäßige Organisation von Informationsversammlungen und Ausbildungsreihen verwirklicht. Wir stellen Ihnen in diesem Newsletter die Zusammenfassung der Vorträge von drei Gastrednern unserer Fortbildungsveranstaltung vom 2. März 2007 vor:

- Informationen über die geistigen Eigentumsrechte – Vortrag von Rechtsanwalt Flip PETILLION;
- die Berechnung des Unterhaltsbeitrags für Kinder – Vortrag des Herrn Ersten Vorsitzenden des Appellationshofes Mons, Jean-Louis FRANEAU;
- das neue Abstammungsgesetz anhand von 10 konkreten Fällen – Vortrag von Rechtsanwältin Nathalie MASSAGER.

Wir wünschen Ihnen eine angenehme Lektüre und laden Sie des Weiteren zum regelmäßigen Besuch unserer Internetseite [www.belgavoka.be](http://www.belgavoka.be) und der dort stehenden Neuigkeiten, die auf dem neuesten Stand der Dinge in der Gesetzgebung und Rechtsprechung sind, ein.

Guido ZIANS, Vorsitzender

**B**elgavoka is our network of lawyers, represented in each of the 27 legal districts of Belgium and the Grand Duchy of Luxembourg. In liaison with other European networks, its absolute priority is to provide the best service to the clientele on a local level, with an appropriate supply of legal services in the different legal fields.

In order to achieve this, and given that we are in a constantly changing society, its members undertake to continually take further training to update their knowledge. This objective is achieved in particular by regularly organising information and training sessions. In this newsletter we present a summary of the presentations given by three speakers invited to our training day on 2 March 2007, i.e.:

- Information on intellectual property rights by Lawyer Flip PETILLION;
- The calculation of the maintenance contribution for children by the First President Jean-Louis FRANEAU;
- The new law on filiation through 10 cases by Lawyer Nathalie MASSAGER.

We hope you enjoy reading them and we also suggest you to regularly visit our internet site ([www.belgavoka.be](http://www.belgavoka.be)), in particular for the news on current legislative and judicial affairs.

Guido ZIANS, Chairman

## Le calcul de la contribution alimentaire pour les enfants

Jean-Louis FRANEAU

(Résumé de l'exposé fait par Monsieur le Président Jean-Louis FRANEAU, Premier Président de la Cour d'appel de Mons)

La première référence est, bien évidemment, celle du texte de la loi, à savoir les articles 203 § 1er et 203 bis du Code civil. Mais ces dispositions sont très imprécises.

L'application combinée de ces deux articles et le bon sens permettent toutefois de comprendre que le législateur établit une différence entre l'obligation à la dette et la contribution. L'obligation à la dette (la part du budget que la famille consacre aux dépenses pour l'enfant ou le « coût » de l'enfant) est malaisée à déterminer parce que les dépenses des ménages sont collectives, d'une part et que l'article 203 § 1er n'aide pas à déterminer la part spécifique du budget familial destinée aux enfants, d'autre part.

Si le coût de l'enfant pouvait être facilement connu, dans les différentes situations qu'il est possible de rencontrer, le calcul de la contribution de chacun des parents à ce coût serait aisée. En effet, après avoir tenu compte des allocations familiales qui participent au financement du coût (brut), il suffit de répartir le solde (coût net) à proportion des revenus de chacun des parents.

Ce qu'il est désormais commun d'appeler la « méthode RENARD » facilite grandement la solution des problèmes car cette méthode permet de chiffrer les coûts brut et net d'un enfant par référence à des moyennes statistiques.

Monsieur RENARD, docteur en sociologie et concepteur de la méthode, a établi une échelle statistique des coûts théoriques proportionnels selon l'âge des enfants, au départ de données de l'Institut National de Statistiques, en comparant les revenus de familles ayant un même niveau de vie, d'abord sans enfant et ensuite avec enfant à des âges différents.

Le coût théorique se définissant comme l'accroissement de ressources nécessaire pour maintenir le niveau de vie du couple, malgré la présence de l'enfant, on en arrive ainsi à établir des rapports de proportionnalité qui s'expriment par des coefficients augmentant en fonction de l'âge de l'enfant.

Dans la perspective d'une intervention législative, le Professeur PESTIEAU, désigné comme expert par la Ministre de la Justice, a pu valider la méthode RENARD, tout en l'actualisant : ce travail a permis de constater que le coût théorique de l'enfant était relativement stable de 0 à 11 ans (soit 20 % du revenu des parents), et passait à 30 % de ce même revenu dans un ménage à revenu moyen, pour un enfant entre 12 et 17 ans.

Les coefficients de proportionnalité permettent de calculer le coût « réel » d'un enfant d'une manière assez simple. Ce coût réel est inférieur au coût théorique, marquant ainsi la baisse de niveau de vie de la famille que la présence de l'enfant entraîne.

L'auteur s'attarde un instant sur la controverse relative à la prise en compte ou non des charges courantes des parties : la méthode RENARD, dans sa cohérence interne, ne prend pas en compte ces charges, car il en résulterait une réduction des facultés des parents, alors que le coût de l'enfant est la proportion du budget global des parents consacré à son entretien et à sa formation. L'arrêt de la Cour de cassation du 2 mai 2005 qui d'une part

consacre l'adoption de la méthode RENARD, est cependant critiquable d'autre part, lorsqu'il impose la déduction des charges contraires à ladite méthode.

Le même processus de détermination du coût réel avec l'aide d'un coefficient de proportionnalité s'applique à la fratrie, soit l'ensemble des frères et sœurs d'une même famille, quels qu'en soient le nombre ou l'âge : le coût d'un des enfants s'obtient alors en multipliant le coût global obtenu par le rapport entre le coefficient de l'enfant concerné et la somme des coefficients de tous les enfants concernés.

Si l'échelle de ROLAND est basée sur les habitudes de consommation de familles unies, il est bien clair que l'intérêt de la méthode concerne, dans le cas qui nous occupe, les familles disloquées ! C'est ainsi que de manière tout à fait équitable d'ailleurs, le principe est posé selon lequel la proportion du budget des parents qui doit servir à l'entretien d'un enfant d'un âge donné doit être la même avant et après la dislocation de la famille.

Progressant dans son analyse, l'orateur en arrive au nœud du sujet, à savoir la contribution de chacun des père et mère, car c'est bien là l'enjeu concret du débat en cas de séparation !

Le coût réel net, après déduction des allocations familiales, doit être financé par les parents seuls dans la même proportion que celle de leurs ressources personnelles. Comme l'enfant est appelé à cohabiter successivement avec l'un et l'autre de ses parents et dans des proportions variables, un correctif s'impose pour tenir compte de ce financement direct durant le temps de l'hébergement : une valeur contributive est ainsi déterminée par un pourcentage qui est fonction de la durée et de la fréquence de l'hébergement, mais aussi de la nature des certaines dépenses directement supportées par l'un des parents. C'est précisément la différence entre le financement direct et la contribution due en exécution de l'article 203 bis du Code civil qui constitue la contribution alimentaire due en espèces par l'un des parents à l'autre.

A l'aide de quelques exemples chiffrés, l'auteur procède au calcul de la contribution alimentaire mensuelle nette du père ou de la mère, et, en guise de vérification, en arrive systématiquement à la conclusion conforme aux principes selon laquelle la proportionnalité entre les ressources ou soldes disponibles des parents reste constante avant et après calcul de la contribution alimentaire.

Tout cela resterait encore relativement simple s'il n'y avait à prendre en considération le coût de ces mêmes enfants communs se retrouvant cependant souvent après séparation dans une famille recomposée où soit préexistant, soit viennent s'ajouter le ou les enfants propres de l'un des parents... Qu'importe, la méthode a tout prévu : il suffit de procéder à la dissociation des facultés contributives des parents d'une part, et, d'autre part, à la dissociation du coefficient de proportionnalité, avec une pondération différente pour les enfants communs en fonction de la fratrie recomposée par chacun de leur parent. De nouveau des exemples ont illustré l'objectivation du procédé et son efficacité !

Cette méthode, qui peut paraître complexe, a cependant le mérite de permettre à chaque justiciable d'en vérifier parfaitement le fonctionnement, ce qui peut rendre la justice plus transparente, et surtout, de régler amiablement bien des situations, sans devoir attendre qu'une décision de justice confirme le calcul auquel chacun peut s'adonner.

Un logiciel sur CD est disponible chez Larcier, sous le nom de PCA (proposition de contribution alimentaire) conçu par R. Renard et P.A. Wustefeld ; il permet l'usage concret de la méthode.

**Références et renvois utiles :**

1. J.-L. Franeau, «Proportionnalité, statistiques...» note sous J.P. Soignies-Le Roelux 15 mars 2002, R.T.D.F. 2002, p. 506.
2. J.-L. Franeau, « La méthode Renard étendue aux familles recomposées », note sous J.P. Binche, 2 octobre 2003, R.T.D.F. 2004, p. 699.
3. R. Renard, «Divorce, coût de l'enfant, pension alimentaire et fiscalité», J.T. 1986, p. 101 à 110.
4. R. Renard « La méthode Renard – Une méthode de calcul des contributions alimentaires », Les dossiers du J.T., n° 51, De Boeck & Larcier, 2005, Préface de Laurette Onkelinx et avant-propos de J.-L. Franeau.
5. jurisprudence 1994 -1998», in Les dossiers du J.T. n°25, pp. 150 à 166, spéc. n° 15.
6. Proposition de loi «modifiant certaines dispositions du Code civil relatives à la contribution des père et mère à l'éducation de leurs enfants», déposée à la Chambre, le 5 mai 2004, par Mme M. Gerkens (Doc. Parl., Ch. Repr., 51 1101/001), ainsi que la proposition de loi «visant à objectiver le calcul des contributions alimentaires des père et mère au profit de leurs enfants», déposée à la Chambre, le 19 mai 2004, par M. Wathélet et J.J. Viseur, (Doc. Parl., Ch. Repr., 51 1145/001).
7. F. Erdman et G. de Leval, «Les dialogues Justice», rapport de synthèse rédigé à la demande de Laurette Onkelinx, Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice, juillet 2004, pp. 219 à 222. (disponible sur le site internet du SPF Justice).

étant l'enfant du mari. Et c'est la même chose si la femme était célibataire au moment où l'enfant a été conçu et qu'elle se marie par la suite avec un autre homme que le père de l'enfant.

AUPARAVANT, le père biologique n'avait aucun moyen juridique pour faire reconnaître sa paternité : l'enfant était définitivement reconnu comme celui du mari, dont il portait d'ailleurs le nom.

DORENAVANT, le père biologique peut agir en justice pour contester la paternité du mari et rapporter la preuve scientifique (analyse ADN) de sa paternité biologique. Il peut même introduire l'action dès avant la naissance (nouveaux articles 318, § 5 et 328bis c.civ.).

3. Si on découvre tardivement que le père légal d'un enfant n'est en réalité pas son père biologique, la question se pose de savoir s'il est encore possible de contester en justice cette paternité fictive.

AUPARAVANT, si un mari apprenait qu'il n'était pas le père de son enfant alors que celui-ci était âgé de plus d'un an, il ne pouvait strictement rien faire : le délai de prescription était écoulé et sa paternité demeurait établie pour toujours, avec toutes les conséquences qui en découlent (obligation alimentaire vis-à-vis de l'enfant, vocation successorale de l'enfant en qualité d'héritier réservataire, etc).

DORENAVANT, si un mari apprend tardivement qu'il n'est pas le père de son enfant, il peut encore agir judiciairement pendant un an pour contester sa paternité, sauf s'il y a possession d'état c'est-à-dire s'il a été reconnu comme le père de cet enfant par l'entourage familial et la société pendant un temps suffisamment long (plusieurs années) et de manière non équivoque.

Même principe pour l'homme qui apprendrait tardivement qu'il est peut-être le père biologique d'un enfant dont la paternité a été établie vis-à-vis du mari de la mère ou qui a été reconnu par un autre homme que lui : il pourra désormais contester cette paternité fictive même plusieurs années après la naissance (nouvel article 318, § 2).

4. Si l'enfant apprend que son père légal n'est pas son père biologique, il ne pourra pas agir en contestation de cette paternité si son père légal s'est comporté à son égard et aux yeux de tous comme son véritable père durant un temps suffisamment long et en l'absence de toute équivoque. Mais si ce n'est pas le cas ou en cas de doute, l'enfant peut contester cette paternité mensongère.

AUPARAVANT, il ne pouvait agir en contestation de la paternité du mari de sa mère qu'entre ses 18 et 22 ans.

DORENAVANT, l'enfant peut agir dès ses 12 ans, par la voie d'un tuteur chargé de représenter ses intérêts en justice, et jusqu'à ses 22 ans. Au-delà de ce délai, il peut également agir de manière différée, s'il apprend tardivement que celui qui est désigné par la loi comme son père n'est pas son véritable père biologique : il dispose, dans ce cas, d'un délai d'un an à partir de la découverte de sa véritable paternité.

5. Un homme marié qui conçoit un enfant avec une autre femme que son épouse peut parfaitement reconnaître cet enfant, même s'il n'est pas séparé ou divorcé de son épouse, ou s'il n'a aucune intention de se séparer ou de divorcer.

AUPARAVANT, une procédure judiciaire était nécessaire pour homologuer cette reconnaissance.

DORENAVANT, il n'y a plus de procédure à introduire : cette reconnaissance est automatiquement notifiée à l'épouse et peut ainsi produire ses effets (nouvel article 319bis c.civ.).



## La nouvelle loi sur la filiation à travers 10 casus<sup>(1)</sup>

(Résumé de l'exposé de Maître Nathalie MASSAGER, Chargée de cours à l'U.L.B. Avocat au Barreau de Bruxelles)

1. Si une femme qui est séparée ou en instance de séparation ou de divorce met au monde un enfant conçu avec son nouveau compagnon, l'enfant portera néanmoins le nom du mari même si celui-ci n'en est pas le père. Et même chose si l'enfant naît dans les 300 jours qui suivent le divorce ou l'annulation du mariage.

AUPARAVANT, il fallait nécessairement une procédure judiciaire pour que la paternité du compagnon soit établie et que l'enfant puisse porter son nom, avec l'accord de la mère. Si la procédure n'était pas introduite au tout début de la grossesse, le nom du mari figurait dans l'acte de naissance de l'enfant et il fallait attendre plusieurs mois pour pouvoir substituer la paternité du compagnon, véritable père biologique de l'enfant, à celle du mari. Ce qui ne manquait pas de provoquer des situations absurdes puisqu'aux yeux de la loi, le mari était titulaire avec la mère de l'autorité parentale sur l'enfant.

DORENAVANT, à condition de pouvoir prouver que l'enfant a bien été conçu alors que les époux avaient des domiciles distincts ou avaient entrepris une procédure en séparation ou en divorce au moment de la conception, la mère peut demander, au moment de la déclaration de naissance à la commune, que l'enfant ne porte pas le nom du mari. Si le compagnon se présente avec elle et reconnaît l'enfant, l'enfant portera directement le nom du compagnon. Pour cela, il faut que la mère ait préparé les documents nécessaires qui seront demandés par l'Officier de l'Etat civil (nouvel article 316bis c.civ.).

2. Si un homme conçoit un enfant avec une femme mariée qui désire rester avec son mari, l'enfant sera reconnu comme

6. Une femme veut s'opposer à ce que le père biologique de son enfant reconnaisse celui-ci.

AUPARAVANT, elle ne pouvait s'y opposer, même dans les cas les plus graves (effet des arrêts de la Cour d'arbitrage).

DORENAVANT, la mère peut s'opposer à cette reconnaissance, ainsi que l'enfant lui-même s'il est âgé de plus de 12 ans.. Le père biologique pourra alors saisir le tribunal pour obtenir l'autorisation de reconnaître son enfant. Le tribunal lui accordera d'office cette autorisation si l'enfant est âgé de moins d'un an. Si l'enfant a plus d'un an, le tribunal interdira la reconnaissance s'il est prouvé que la reconnaissance est manifestement contraire à l'intérêt de l'enfant : seules des circonstances très graves pourront faire obstacle à cette reconnaissance. La demande sera d'office rejetée si l'enfant est issu d'un viol dont le père biologique est reconnu coupable (nouvel article 329bis c.civ.).

7. Un homme qui reconnaît un enfant qui n'est pas le sien pour faire plaisir à la mère, peut-il par la suite faire disparaître sa paternité en prouvant par analyse ADN qu'il n'est pas le père biologique ? Non, il ne pourra pas effacer 'après coup' cette paternité, sauf s'il prouve qu'il a été induit en erreur ou a fait l'objet de menaces pour l'amener à reconnaître et encore, pour autant qu'il ne se soit pas comporté comme le père de l'enfant de manière continue et non équivoque pendant trop longtemps.

AUPARAVANT, des membres de sa famille (ses parents, ses frère et soeur...) pouvaient agir en justice pour contester cette paternité mensongère et ce, pendant 30 ans.

DORENAVANT, les membres de sa famille ne pourront plus agir. Sauf à prouver un vice de consentement dans son chef ou dans celui de la mère elle-même, seul le véritable père biologique de l'enfant ou l'enfant lui-même pourront contester la reconnaissance mensongère (nouvel article 330 c.civ.).

8. Jusque quand un enfant peut-il faire établir en justice la paternité de son père biologique ?

Jusqu'à l'âge de 48 ans au moins, voire même plus tard si son père biologique l'a traité comme son enfant sans le reconnaître (nouvel article 331ter c.civ.).

Rappel : pour ceux qui sont nés avant 1987, à une époque où il n'était pas possible de faire établir leur paternité parce qu'ils étaient des enfants naturels ou adultérins, ils peuvent introduire une action judiciaire jusqu'au 6 juin 2017 et ce, même après le décès du père biologique par analyse génétique réalisée à titre posthume, ou par possession d'état.

9. Une femme conçoit un enfant avec un homme qui ne veut pas assumer ses responsabilités vis-à-vis de l'enfant ou qui ne veut pas le reconnaître par exemple parce qu'il est marié avec une autre femme : si la mère ne veut pas le forcer à établir sa paternité en justice, elle peut introduire une action alimentaire non déclarative de filiation, dont le but est d'obtenir un soutien financier de la part du père biologique sans que la paternité de celui-ci ne soit établie légalement.

AUPARAVANT, la mère devait tenter cette action dans les 3 ans de la naissance ou dans les 3 ans qui suivaient la fin de l'aide financière apportée spontanément par le père.

DORENAVANT, il n'y a plus de délai de prescription pour tenter cette action (toutefois, pour mémoire, les demandes alimentaires se prescrivent par 5 ans) (nouvel article 337 c.civ.).

10. Depuis 1987, les enfants ont tous les mêmes droits, que leurs parents soient mariés ou non.

AUPARAVANT, quelques discriminations résiduelles subsistaient à l'encontre des enfants adultérins sur le plan successoral.

DORENAVANT, il n'y a plus aucune discrimination de quelle que nature que ce soit (abrogation des anciens articles 334bis, 745quater, § 1er, al. 2, 837 c.civ.).

(1) La loi du 1er juillet 2006 modifiant des dispositions du Code civil relatives à l'établissement de la filiation et aux effets de celle-ci est entrée en vigueur le 1er juillet 2007.

#### Bibliographie synthétique

Jean-Emmanuel BEERNAERT et Nathalie MASSAGER, "Le nouveau droit de la filiation : tableaux synoptiques", Div.Act., 2007/5, pp. 93 à 98.

Marie DEMARET, "Le droit de la filiation réformé", Rev.Not.B., mars 2007, pp. 114-154.

Nicole GALLUS et Didier CARRÉ, La nouvelle loi sur la filiation, in collection Lois actuelles, Kluwer, 2007.

Nathalie MASSAGER, "Le nouveau droit de la filiation : questions choisies", Div.Act., 2007/5, pp. 81 à 92.

Géraldine MATHIEU, "La réforme du droit de la filiation : une refonte en profondeur...", Rev.trim.dr.fam., 2007/2, pp. 333 à 369.

Patrick SENAËVE, "De hervorming van het afstammingsrecht door de wetten van 1 juli 2006 en van 27 december 2006 (Deel I)", T.Fam., 2007/4, pp. 62-80.

Jehanne SOSSON, "Le droit de la filiation nouveau est arrivé !", J.T., 2007, n° 6267, pp. 365 à 370 et n° 6268, pp. 391 à 403.

Jehanne SOSSON, "Les actions judiciaires relatives à la filiation : tableaux synthétiques", Rev.trim.dr.fam., 2007/2, pp. 371 à 382.

Me Massager est aussi l'auteur d'un ouvrage récent de référence en matière d'autorité parentale et d'hébergement des enfants : « Etre parents et se séparer » [ed. de boeck, collection parentalités, juillet 2007]

## Informations relatives aux droits de propriété intellectuelle

(Résumé de l'exposé de Maître Flip PETILLON du 02 mars 2007 à la journée de formation de BELGAVOKA à Uccle)

Dans un premier temps, l'orateur a situé les droits de propriété intellectuelle au sein des différents actifs de l'entreprise.

Ainsi, il a parfaitement démontré que les droits de propriété intellectuelle pouvaient être divisés en trois catégories :

- la première catégorie contient les droits de propriété intellectuelle qui ont comme principal objectif de protéger la créativité ainsi que les investissements faits à moyen terme. Cela concerne le droit d'auteur et les droits voisins, tels que la protection du Software et la protection des banques de données.
- La seconde catégorie des droits de propriété intellectuelle traite de la protection des investissements à long terme. On trouve dans cette catégorie le brevet d'invention, les dessins et modèles, ainsi que le droit d'obtention végétale.
- Enfin, dans une troisième catégorie, se retrouvent les droits de propriété intellectuelle qui permettent d'identifier une entreprise, ainsi que ses produits et services et de la distinguer des tiers et des produits et services de ces derniers. Cette catégorie comporte le nom de société ou la raison sociale, le nom commercial, la marque, le nom de domaine, l'indication géographique, ainsi que l'appellation d'origine.

A côté de ces différents droits de propriété intellectuelle, l'auteur a énuméré différents actifs qui, bien que n'appartenant pas aux droits de propriété intellectuelle, forment une part importante des actifs intellectuels d'une entreprise. Ces actifs comprennent entre autres le know how, l'information



Flip PETILLON

stratégique, les secrets commerciaux, la place de l'entreprise dans le marché sur base de certificats, d'agréations, etc.

L'effectif en personnel ainsi que les actifs intellectuels forment l'actif incorporel de l'entreprise.

Par la suite, l'orateur a démontré que, durant ces 20 dernières années, l'actif incorporel a occupé une place prépondérante au sein du total des actifs des entreprises. Cet aspect est un point non négligeable de la détermination des priorités de l'activité économique tant dans l'ensemble du monde occidental que plus particulièrement en Belgique.

L'orateur a ensuite poursuivi son exposé avec une approche détaillée d'un droit spécifique issu de chacune des trois catégories développées ci-dessus, à savoir, le droit d'auteur, le brevet d'invention et la marque commerciale. Par ailleurs, il s'est entre autres arrêté sur l'objet de protection de chaque législation spécifique, les conditions auxquelles il doit être satisfait pour bénéficier de la protection, l'étendue des droits qui sont ainsi protégés, la durée de la protection et les moyens de défense ou maintien du droit.

Enfin, l'orateur a démontré à l'aide d'une approche originale pour quels domaines de l'entreprise les droits de propriété intellectuelle entraînent en ligne de compte. Dès le début de son activité jusqu'à la liquidation de son entreprise, l'entrepreneur doit en effet tenir compte des possibilités qui lui sont offertes pour protéger les créations, les investissements et différencier ou distinguer tant son entreprise que ses produits ou services. En illustration de cette démarche, il est possible de développer les points d'actions suivants :

- un entrepreneur qui souhaite démarrer son entreprise doit se mettre d'accord avec ses partenaires tant au niveau des droits de propriété intellectuelle qu'au niveau des engagements de confidentialité. De plus, il doit établir des conventions similaires, tant avec le personnel, qu'avec tout tiers qui l'assisterait dans le développement de son entreprise.
- s'il ne peut protéger son idée, il peut cependant obtenir une protection via, selon les cas, le droit d'auteur, le brevet d'invention, les dessins ou modèles industriels, etc.
- lorsqu'il constate que des tiers ont commis une infraction en rapport avec ses droits de propriété intellectuelle, l'entrepreneur a alors à sa disposition différentes réglementations lui permettant de faire valoir ses droits. Selon les cas, il peut établir les constats nécessaires avec l'aide d'un huissier de justice, ou il peut même demander au juge des saisies une saisie description (art. 1481 du Code Judiciaire) en matière de contrefaçon. Il peut ensuite diriger son recours auprès du président du Tribunal pour solliciter l'arrêt des activités litigieuses. Enfin, il peut réclamer l'indemnisation de son dommage, conséquence de l'infraction, auprès du juge du fond ;

L'orateur a terminé son exposé par un résumé du projet de loi belge visant à uniformiser les règles, pour l'ensemble des droits de propriété intellectuelle, en matière d'indemnisation du dommage et du sort réservé aux matériaux constitutifs de l'infraction.

BELGAVOKA G.E.I.E. signale que tout contact avec ses membres constitue uniquement une affaire entre le client potentiel et le membre concerné. Cela signifie que chaque membre se porte garant du secret professionnel et de sa responsabilité dans le cadre de la relation avec les clients. Lorsque le client s'adresse à un membre de Belgavoka cette relation ne peut, en aucun cas, engendrer la responsabilité du G.E.I.E. BELGAVOKA.

## De berekening van de onderhoudsbijdrage voor de kinderen

(samenvatting van de uiteenzetting voorgesteld door de Heer Voorzitter Jean-Louis FRANEAU, Eerste Voorzitter van het Hof van Beroep te Bergen)

Jean-Louis FRANEAU

De eerste verwijzing is vanzelfsprekend de wettekst, namelijk de artikels 203 §1 en 203 bis van het Burgerlijk Wetboek. Deze bepalingen zijn erg vaag. De toepassing van deze twee artikels in combinatie met het gezond verstand, laat ons toe te begrijpen dat de wetgever een verschil vestigt tussen de lasten en de bijdrageplicht.

De lasten (het deel van het budget dat het gezin besteedt aan het kind of de "kosten van het kind") zijn moeilijk vast te stellen, enerzijds omdat de gezinsuitgaven collectief zijn en anderzijds is artikel 203 §1 geen goed hulpmiddel om het deel van het gezinsbudget bestemd voor de kinderen te determineren.

Indien de kosten met betrekking tot het kind gemakkelijk gekend zouden zijn, zou de berekening van de onderhoudsbijdrage voor elk van de ouders vlotter verlopen.

Bijgevolg volstaat het om, na rekening te houden met de kinderbijslag die deel uitmaakt van de financiering van de kosten (bruto), het saldo te verdelen naargelang het inkomen van elk van de ouders.

Wat inmiddels algemeen de "Renardmethode" genoemd wordt, vergemakkelijkt de oplossingen voor de problemen omdat deze methode toelaat de bruto en netto kosten met betrekking tot het kind te berekenen door verwijzing naar statistische gemiddelden.

De Heer RENARD, doctor in de sociologie en ontwikkelaar van de methode, heeft een statistische schaal ontwikkeld door het vergelijken van de theoretische kosten in verhouding tot de leeftijd van de kinderen, vanuit de gegevens verkregen van het Nationaal Instituut voor Statistiek, met de inkomens van gezinnen met dezelfde levensstandaard, eerst zonder kinderen en vervolgens met kinderen op verschillende leeftijden.

Men slaagt erin een evenwichtige verklaring vast te stellen van de theoretische kost, uitgelegd als de toename van de bestaansmiddelen voor het behoud van de levensstandaard van een koppel, ondanks de aanwezigheid van een kind, dat zich uitdrukt door de stijgende coëfficiënten in functie van de leeftijd van het kind.

Met het oog op een tussenkomst van de wetgever, heeft Prof. PESTIEAU, aangesteld als expert door de minister van justitie, de methode geactualiseerd en gevalideerd: dit werk laat ons toe vast te stellen dat de theoretische kost relatief stabiel is tussen 0 en 10 jaar (20% van het inkomen van de ouders) en 30% overschrijdt voor een kind tussen 12 en 17 jaar uit een gezin met een gemiddeld inkomen.

De evenredigheidscoëfficiënten laten toe om de "werkelijke" kosten van het kind op een vrij gemakkelijke manier uit te leggen. Deze werkelijke kost is lager dan de theoretische kost, alsook aantonend dat de levensstandaard van een gezin daalt bij aanwezigheid van een kind.

De auteur blijft stilstaan bij de discussie met betrekking tot het al dan niet in acht nemen van de lopende lasten van de partijen: de Renardmethode neemt deze lasten niet in rekening omdat dit zou leiden tot een afname van de middelen van de ouders, terwijl de kost van het kind deel uitmaakt van het gehele bedrag gewijd aan zijn onderhoud en vorming. Het arrest van het Hof van Cassatie van 2 mei 2005 neemt enerzijds

de Renardmethode aan maar is tegelijk ook te betwisten waar het de afleiding van de lasten doet gelden, in tegenstelling tot bovengenoemde methode.

Dezelfde gang van zaken doet zich voor met betrekking tot het vaststellen van de werkelijke kost door middel van een evenredigheidscoëfficiënt bij zuster- en broederschap, ofwel bij het geheel van broers en zussen van dezelfde familie, wat ook het aantal of de leeftijd van deze zijn: de kost van één van deze kinderen bekomt men door het vermenigvuldigen van de gehele kost, bekomen door de verhouding tussen de coëfficiënt van het betreffende kind met de som van de coëfficiënten van alle kinderen samen.

Als de schaal van ROLAND gebaseerd is op verbruiksgewoonten van een hechte familie, is het vrijwel duidelijk dat het belang van de betreffende methode, in het geval dat ons bezighoudt, uitgaat naar uiteengevallen families. Dit principe is bijgevolg rechtvaardig gebaseerd op het feit dat de evenredigheid van het budget van de ouders, dat dient ter onderhoud van het kind van een bepaalde leeftijd, hetzelfde dient te blijven voor en na het uiteenvallen van het gezin.

Voortgaand in zijn analyse, komt de spreker tot het kernpunt van het probleem, namelijk de bijdrage van zowel de moeder als de vader, wat steeds de inzet is van het debat in geval van een scheiding. De netto werkelijke kost, na aftrek van de kinderbijslag, moet gefinancierd worden door de ouders in evenredigheid met hun persoonlijke inkomsten.

Doordat het kind wordt geacht om opeenvolgend bij de ene en de andere ouder te wonen, in variabele verhoudingen, dringt zich een correctie op om rekening te kunnen houden met de rechtstreekse financiering gedurende de duur van het verblijf: een bijdragende waarde wordt vastgesteld door een percentage in functie van de duur en de frequentie van het verblijf, maar ook van de aard van de kosten rechtstreeks gedragen door één van de ouders. Het is het verschil tussen de rechtstreekse financiering en de bijdrage verschuldigd ter uitvoering van artikel 203 bis van het Burgerlijk Wetboek dat in de onderhoudsbijdrage, die in geld door een van de ouders aan de andere moet betaald worden, voorziet.

Met behulp van enkele cijfervoorbeelden, gaat de auteur over tot het berekenen van de maandelijkse netto onderhoudsbijdrage van de moeder of de vader. Op juiste wijze komt hij systematisch tot een conclusie conform de principes volgens dewelke de evenredigheid tussen de beschikbare inkomsten van de ouders constant blijft, voor en na de berekening van de onderhoudsbijdrage. Dit alles zou relatief gemakkelijk blijven indien men niet in acht zou moeten nemen dat veel van deze kinderen na een scheiding vaak in een nieuw samengesteld gezin terechtkomen of dat er eigen kinderen van één van de ouders bijkomen. Hoe dan ook, de methode heeft alles voorzien: het volstaat om over te gaan tot een splitsing van de onderhoudsmiddelen van de ouders enerzijds en anderzijds de splitsing van de evenredigheidscoëfficiënt, met een apart evenwicht voor de gezamenlijke kinderen in functie van het zuster- en broederschap, samengesteld door elk van de ouders. Opnieuw hebben voorbeelden de objectiviteit en de efficiëntie van het proces aangeduid.

Deze methode, die complex lijkt, heeft echter de verdienste om aan elke rechthebbende toe te laten de werking hiervan te controleren, wat justitie meer transparant maakt en vooral toelaat de situaties minnelijk te regelen zonder dat men al te lang moet wachten op een gerechtelijke uitspraak die deze berekening bevestigt.

Een cd-rom is beschikbaar bij Larcier, samengesteld door R. Renard et P.A. Wustefeld. Hij zorgt voor een correct gebruik van de methode.

#### Nuttige verwijzingen:

1. J.-L. Franeau, «Proportionnalité, statistiques... » note sous J.P. Soignies-Le Roeux 15 mars 2002, R.T.D.F. 2002, p. 506.
2. J.-L. Franeau, « La méthode Renard étendue aux familles recomposées », note sous J.P. Binche, 2 octobre 2003, R.T.D.F. 2004, p. 699.
3. R. Renard, «Divorce, coût de l'enfant, pension alimentaire et fiscalité», J.T. 1986, p. 101 à 110.
4. R. Renard « La méthode Renard – Une méthode de calcul des contributions alimentaires », Les dossiers du J.T., n° 51, De Boeck & Larcier, 2005, Préface de Laurette Onkelinx et avant-propos de J.-L. Franeau.
5. J.-P. Masson et N. Massager, « Droit des personnes - Chronique de jurisprudence 1994 -1998 », in Les dossiers du J.T. n°25, pp. 150 à 166, spéc. n° 15.
6. Proposition de loi « modifiant certaines dispositions du Code civil relatives à la contribution des père et mère à l'éducation de leurs enfants », déposée à la Chambre, le 5 mai 2004, par Mme M. Gerkens (Doc. Parl., Ch. Repr., 51 1101/001), ainsi que la proposition de loi « visant à objectiver le calcul des contributions alimentaires des père et mère au profit de leurs enfants », déposée à la Chambre, le 19 mai 2004, par M. Wathelet et J.J. Viseur, (Doc. Parl., Ch. Repr., 51 1145/001).
7. F. Erdman et G. de Leval, « Les dialogues Justice », rapport de synthèse rédigé à la demande de Laurette Onkelinx, Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice, juillet 2004, pp. 219 à 222. (disponible sur le site internet du SPF Justice).

## De nieuwe wet betreffende de afstamming doorheen 10 casussen<sup>(1)</sup>

(Samenvatting van de uiteenzetting van Meester Nathalie Massager, universitair docente aan de ULB, advocate aan de Balie van Brussel)

1. Indien een vrouw, die gescheiden is of van wie de (echtscheiding hangende is, een kind ter wereld brengt, verwekt met haar nieuwe partner, zal dit kind niettemin de naam van de echtgenoot krijgen, ook al is deze niet de vader. Hetzelfde geldt wanneer het kind geboren wordt binnen de 300 dagen volgend op de echtscheiding of de vernietiging van het huwelijk.

VOORHEEN was een juridische procedure noodzakelijk om het vaderschap van de partner vast te stellen en om het kind diens naam te laten dragen met het akkoord van de moeder. Indien de procedure niet is ingesteld bij de aanvang van de zwangerschap wordt de naam van de echtgenoot in de geboorteaakte van het kind vermeld en dient een aantal maanden gewacht worden om het vaderschap van de partner, de biologische vader, in de plaats te stellen van dat van de echtgenoot. Dit leidde soms tot absurde situaties want volgens de wet was de echtgenoot, samen met de moeder, titularis van het ouderlijk gezag over het kind.

VOORTAAN kan de moeder, op voorwaarde te kunnen bewijzen dat het kind degelijk is verwekt terwijl de echtgenoten verschillende verblijfplaatsen hadden of een procedure tot (echtscheiding hadden ondernomen op het ogenblik van de bevruchting, bij de geboorteaangifte op het gemeentehuis vragen dat het kind niet de naam van de echtgenoot zal dragen. Als de partner zich samen met haar aanbiedt en het kind erkent, zal het kind onmiddellijk de naam van de partner dragen. Hiervoor moet de moeder alle documenten, die gevraagd worden door de ambtenaar van burgerlijke stand, voorbereiden (nieuw artikel 316 bis B.V.V.).

2. Als een man een kind verwekt bij een gehuwde vrouw die wenst bij haar echtgenoot te blijven, zal het kind erkend



Nathalie MASSAGER

worden als zijnde van de man. Hetzelfde geldt wanneer de vrouw ongehuwd was op het ogenblik van de verwekking van het kind en ze bijgevolg huwt met een andere man dan de vader van het kind.

VOORHEEN had de vader geen enkel rechtsmiddel om zijn vaderschap te laten erkennen; het kind werd onherroepelijk erkend als dat van de echtgenoot, waarvan het ook de naam droeg.

VOORTAAN kan de biologische vader in rechte treden om het vaderschap van de echtgenoot te betwisten en het wetenschappelijk bewijs (DNA-analyse) te leveren van zijn biologisch vaderschap. Hij kan zelf de vordering reeds voor de geboorte instellen (nieuwe artikelen 318, §5 en 382 bis B.W.).

3. Indien men laattijdig tot de vaststelling komt dat de wettelijke vader van een kind in werkelijkheid niet de biologische vader is, stelt zich de vraag of het nog mogelijk is het fictieve vaderschap te betwisten.

VOORHEEN, indien een echtgenoot vernam dat hij niet de vader is van zijn kind, terwijl dit reeds ouder is dan 1 jaar, kon hij hiertegen strikt genomen niets ondernemen: de verjaringstermijn was verstreken en zijn vaderschap bleef voor altijd vastgesteld met alle gevolgen van dien (onderhouds-plicht ten opzichte van het kind, erfopvolging van het kind in hoedanigheid van reservataire erfgenaam, enz.)

VOORTAAN, indien een echtgenoot laattijdig te weten komt dat hij niet de vader is van zijn kind, kan hij gedurende 1 jaar dit vaderschap betwisten, tenzij hij bezit van staat heeft, dit wil zeggen dat hij door de familiale omgeving en de gemeenschap gedurende voldoende lange tijd en op ondubbelzinnige wijze als vader van het kind erkend wordt. Hetzelfde principe geldt wanneer een man laattijdig te weten komt dat hij misschien de biologische vader is van een kind waarvan het vaderschap is vastgesteld ten opzichte van de man van de moeder of erkend is door een andere man.

Hij kan dan het fictieve vaderschap aanvechten tot verschillende jaren na de geboorte (nieuw artikel 318, §2 B.W.).

4. Wanneer een kind te weten komt dat zijn wettelijke vader niet zijn biologische vader is, kan hij dit vaderschap niet betwisten indien zijn wettelijke vader zich ten opzichte van hem en in de ogen van anderen, gedurende een voldoende lange tijd en op ondubbelzinnige wijze, als zijn echte vader gedragen heeft. Indien dit niet het geval is of in geval van twijfel, kan het kind dit leugenachtige vaderschap wel betwisten.

VOORDIEN kon het kind het vaderschap van de echtgenoot van zijn moeder slechts betwisten tussen de leeftijd van 18 en 24 jaar.

VOORTAAN kan het kind vanaf 12 jaar, door middel van een voogd dat belast is met het vertegenwoordigen van zijn belangen in rechte, tot en met 22 jaar ageren. Bij het verstrijken van die termijn, kan hij achteraf nog steeds optreden, wanneer het kind laattijdig te weten komt dat zijn wettelijke vader niet zijn biologische vader en beschikt hij over een termijn van 1 jaar vanaf de ontdekking van het echte vaderschap.

5. Een gehuwde man die een kind verwekt bij een vrouw, ander dan zijn echtgenote, kan dit kind uiteraard erkennen, ook al is hij niet gescheiden van zijn echtgenote of heeft hij geen enkele intentie tot scheiden.

VOORDIEN was een gerechtelijke procedure nodig om deze erkenning officieel te maken.

VOORTAAN dient geen procedure meer ingesteld te worden; de erkenning wordt automatisch bekendgemaakt aan zijn echtgenote en kan haar gevolgen teweeg brengen.

6. Een vrouw wil weerstand bieden tegen de erkenning door de biologische vader van het kind.

VOORDIEN kon zij hiertegen geen weerstand bieden, ook niet in de ergste gevallen (gevolg van de arresten van het Arbitragehof).

VOORTAAN mag de moeder wel weerstand bieden, alsook het kind, wanneer het de leeftijd van 12 jaar bereikt heeft. De biologische vader kan bij de rechtbank een procedure aanhangig maken om de toestemming voor erkenning te krijgen. De rechtbank zal deze toestemming zeker toekennen indien het kind minder dan 1 jaar oud is. Wanneer het kind ouder is dan 1 jaar, zal de rechtbank de toestemming slechts verbieden indien bewezen is dat de erkenning duidelijk in strijd is met het belang van het kind: enkel zware omstandigheden kunnen de erkenning verhinderen.

De aanvraag zal zeker verworpen worden indien het kind slachtoffer is van een verkrachting waarvan de biologische vader de dader is (nieuw artikel 329 bis B.W.).

7. Kan een vader, die een kind erkent om de moeder te behagen, zijn vaderschap doen verdwijnen door met een DNA-analyse te bewijzen dat hij niet de biologische vader is? Neen, hij kan dit vaderschap niet zomaar uitwissen, tenzij hij kan aantonen dat hij tot een vergissing is gebracht of bedreigd werd om hem tot erkenning te drijven en voor zover hij zich niet gedurende een voldoende lange termijn en op ondubbelzinnige wijze als de vader van het kind heeft gedragen.

VOORDIEN konden zijn familieleden (zijn ouders, zijn broers, zijn zussen, ...) in rechte optreden om dit leugenachtige vaderschap te betwisten en dit gedurende 30 jaar.

VOORTAAN kunnen zijn familieleden niet langer ageren. Behalve om een gebrek in toestemming te bewijzen in hoofde van de man of van de moeder zelf, kunnen enkel de echte biologische vader van het kind of het kind zelf de leugenachtige betwisting erkennen (nieuw artikel 330 B.W.).

8. Tot wanneer kan een kind het vaderschap van zijn biologische vader laten vaststellen voor het gerecht? Tot minstens de leeftijd van 48 jaar, zelfs langer indien zijn biologische vader hem als zijn eigen kind heeft behandeld, zonder hem te erkennen (nieuw artikel 331 ter B.W.).

Herinnering: zij die geboren zijn voor 1987, in een tijdperk waarin het niet mogelijk was om het vaderschap vast te stellen wanneer het om onwettige of overspelige kinderen ging, kunnen een vordering instellen tot en met 6 juni 2017 en dit zelfs na de dood van de biologische vader door een genetisch onderzoek post mortem of door het bezit van staat.

9. Een vrouw verwekt een kind met een man die zijn verantwoordelijkheden ten opzichte van het kind niet aanvaardt, of die het kind niet wil erkennen omdat hij bijvoorbeeld met een andere vrouw is gehuwd: indien de moeder hem niet wil dwingen zijn vaderschap in rechte te laten vaststellen, kan ze een onderhoudsvordering zonder erkenning van vaderschap instellen, waarvan het doel is een financiële ondersteuning te verkrijgen van de biologische vader zonder het vaderschap vast te stellen.

VOORDIEN moest de moeder deze vordering instellen binnen de 3 jaar volgend op de geboorte, of volgend op het stopzetten van de financiële ondersteuning die de vader spontaan heeft aangeboden.

VOORTAAN is er geen verjaringstermijn meer om deze vordering in te stellen. (promemorie: de onderhoudsvorderingen verjaren na 5 jaar) (nieuw artikel 337 B.W.).

10. Vanaf 1987 hebben alle kinderen dezelfde rechten, of hun ouders gehuwd zijn of niet. VOORDIEN bestonden nog

steeds enkele overblijvende discriminaties ten opzichte van overspelige kinderen op het vlak van successierechten.

VOORTAAN is er niet langer sprake van enige discriminatie, van welke aard de afstamming ook is (opheffing van de oude artikels 334 bis, 745 quater, §1, al.2, 837 B.W.).

(1) De wet van 1 juli 2007 tot wijziging van de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek betreffende vestiging van de afstamming en de gevolgen hiervan, in werking getreden op 1 juli 2007.

#### Synthetische bibliografie

Jean-Emmanuel BEERNAERT et Nathalie MASSAGER, "Le nouveau droit de la filiation : tableaux synoptiques", Div.Act., 2007/5, pp. 93 à 98.

Marie DEMARET, "Le droit de la filiation réformé", Rev.Not.B., mars 2007, pp. 114-154.

Nicole GALLUS et Didier CARRÉ, La nouvelle loi sur la filiation, in collection Lois actuelles, Kluwer, 2007.

Nathalie MASSAGER, "Le nouveau droit de la filiation : questions choisies", Div.Act., 2007/5, pp. 81 à 92.

Géraldine MATHIEU, "La réforme du droit de la filiation : une refonte en profondeur...", Rev.trim.dr.fam., 2007/2, pp. 333 à 369.

Patrick SENAËVE, "De hervorming van het afstammingsrecht door de wetten van 1 juli 2006 en van 27 december 2006 (Deel I), T.Fam., 2007/4, pp. 62-80.

Jehanne SOSSON, "Le droit de la filiation nouveau est arrivé !", J.T., 2007, n° 6267, pp. 365 à 370 et n° 6268, pp. 391 à 403.

Jehanne SOSSON, "Les actions judiciaires relatives à la filiation : tableaux synthétiques", Rev.trim.dr.fam., 2007/2, pp. 371 à 382.

Me Massager est aussi l'auteur d'un ouvrage récent de référence en matière d'autorité parentale et d'hébergement des enfants : « Etre parents et se séparer » (ed. de boeck, collection parentalités, juillet 2007)

verschillende activa opgesomd die, hoewel ze niet tot de intellectuele eigendomsrechten van de onderneming behoren, toch een belangrijk deel vormen van de intellectuele activa. Daartoe behoren ondermeer de knowhow, strategische informatie, handelsgeheimen, de plaats van de onderneming in de markt op basis van certificaten, erkenningen, etc.

Samen met het personeelsbestand vormen de intellectuele activa het immaterieel actief van de onderneming.

De spreker heeft aangetoond dat het immaterieel actief over de voorbije 20 jaar de belangrijkste plaats heeft verworven in het totale actief van de ondernemingen, een aspect dat zeker in het westen, en meer bepaald in België, een niet onbelangrijk punt is in het bepalen van de prioriteiten van de economie.

De spreker heeft zijn uiteenzetting vervolgens verder gezet aan de hand van een gedetailleerde benadering van een specifiek recht uit elk van de drie categorieën, namelijk het auteursrecht, het octrooirecht en het merkenrecht. Hij stond daarbij ondermeer stil bij het voorwerp dat elke specifieke wetgeving beschermt, de voorwaarden waaraan de bescherming moet voldoen, de omvang van de rechten die beschermd worden, de duur van de bescherming en de handhavingsmiddelen.

Vervolgens heeft de spreker aan de hand van een originele benadering aangetoond op welke vlakken van de onderneming intellectuele eigendomsrechten constant aan bod komen. Van bij de start van de onderneming tot de vereffening ervan dient de ondernemer inderdaad rekening te houden met de mogelijkheden die hem worden geboden om creaties te beschermen, investeringen te beschermen en zijn onderneming zowel als zijn producten en diensten te onderscheiden. Ter illustratie kunnen de volgende actiepunten worden vermeld:

- Een ondernemer die zijn bedrijf wil starten, dient met de partners afspraken te maken over de eigendomsrechten en over geheimhoudingsverbintenissen. Gelijkaardige overeenkomsten dient hij te maken met het personeel en met elke derde die hem bijstaat in de ontwikkeling van zijn onderneming.
- Zijn idee kan hij niet beschermen. Bescherming kan hij wel verkrijgen via, naargelang het geval, het auteursrecht, het octrooirecht, het tekeningen- en modellenrecht, etc.
- Wanneer hij vaststelt dat derden inbreuk plegen op zijn intellectuele eigendomsrechten, staan de ondernemer verschillende maatregelen ter beschikking teneinde zijn rechten te doen handhaven. Naargelang het geval gaat hij over tot de nodige vaststellingen samen met een deurwaarder of vraagt hij zelfs een beschrijvend beslag inzake namaak aan de beslagrechter. Hij kan zich vervolgens richten tot de voorzitter van een rechtbank om de staking te vorderen van de inbreuken. Tenslotte kan hij de gevolgen van de inbreuken laten vergoeden door een schadevergoeding te eisen voor de rechter ten gronde.

De spreker sloot zijn uiteenzetting af met een samenvatting van het Belgische wetsontwerp dat voor alle intellectuele eigendomsrechten een uniforme aanpak beoogt inzake schadevergoeding en het lot van inbreukmakend materiaal.

BELGAVOKA E.E.S.V. wijst er op dat elk contact met haar leden uitsluitend een aangelegenheid tussen de eventuele cliënt en het betrokken lid betreft. Dit betekent dat het lid instaat voor het beroepsgeheim en de uitsluitende verantwoordelijkheid van de cliëntenrelatie draagt. De cliënt richt zich intuïtu personae tot het lid van Belgavoka en deze relatie kan nooit leiden tot enige aansprakelijkheid van de E.E.S.V. BELGAVOKA.



Flip PETILLION

## Wegwijs in intellectuele eigendomsrechten

(Samenvatting van de uiteenzetting van Meester Flip Petillion van 2 maart 2007 op de Belgavoka-bijeenkomst in Ukkel)

De spreker heeft de intellectuele eigendomsrechten in de eerste plaats gesitueerd in het kader van alle activa van de onderneming.

Hij maakte daarbij duidelijk dat de intellectuele eigendomsrechten kunnen worden ingedeeld in drie categorieën:

- De eerste categorie omvat de intellectuele eigendomsrechten die hoofdzakelijk de bedoeling hebben om creativiteit te beschermen en om gedane investeringen en investeringen op middellange termijn te beschermen. Het betreft het auteursrecht en de naburige rechten, het softwarerecht en de bescherming van databanken.
- Daarnaast wordt met een tweede categorie intellectuele eigendomsrechten de bescherming van investeringen op lange termijn beoogd. Tot deze categorie behoren het octrooirecht, het tekeningen- en modellenrecht en het kwekersrecht.
- In een derde categorie tenslotte bevinden zich de intellectuele eigendomsrechten die toelaten om een onderneming en haar producten en diensten te identificeren en te onderscheiden van derden en de producten en diensten van derden. Tot deze categorie behoren de vennootschapsnaam, de handelsnaam, het merkenrecht, domeinnamen, de geografische aanduiding en de benaming van oorsprong.

Naast deze intellectuele eigendomsrechten heeft de spreker



## Berechnung der Alimentezahlungen an Kinder

Jean-Louis FRANEAU

(Synthese der Ansprache des Herrn Vorsitzenden Jean-Louis FRANEAU, Erster Vorsitzender des Appellationshofes Mons)

Die erste Bezugsquelle ist selbstverständlich der Gesetzestext, mit anderen Worten die Art. 203 § 1 und 203 des Zivilgesetzbuches. Diese Verfügungen sind jedoch sehr unscharf.

Die kombinierte Anwendung dieser beiden Artikel und deren Sinn machen jedoch deutlich, dass der Gesetzgeber einen Unterschied zwischen der Schuld und der Beitragspflicht macht. Die Schuldübernahmeverpflichtung (der Teil des Familienbudgets, der für Ausgaben für das Kind verwendet wird, die „Kosten des Kindes“) ist schwierig festzulegen, weil die Ausgaben der Haushalte Sammelausgaben sind, zum einen, und Artikel 203 § 1 sich über den Teil des Familienhaushalts, der für die Kinder verwendet wird, ausschweigt, zum anderen.

Wenn die Kosten des Kindes in den unterschiedlichen Situationen, die angetroffen werden können, leicht zu ermitteln wären, ließ sich der Beitrag eines jeden Elternteils zu den Kosten einfach errechnen. Nach der Berücksichtigung des Kindergeldes, das zur Finanzierung der (Brutto)kosten verwendet wird, braucht nur noch der Restbetrag (Nettokosten) als Anteil des Einkommens jedes Elternteils errechnet zu werden.

In Zukunft wird das so genannte „RENARD-Verfahren“ diesbezüglich Probleme erheblich lösen, weil anhand dieses Verfahrens die Brutto- und Nettokosten eines Kindes unter Bezug auf statistische Mittel errechnet werden können.

Herr RENARD, Doktor der Soziologie und Entwickler dieser Methode, hat eine statistische Skala der theoretischen proportionalen Kosten nach dem Alter der Kinder ausgehend von den Daten des Statistischen Landesamtes durch den Vergleich der Einkommen von Familien mit dem gleichen Lebensstandard ohne Kinder und anschließend mit Kindern verschiedenen Alters aufgestellt.

Weil die theoretischen Kosten sich als die Zunahme der erforderlichen Einnahmen für die Wahrung des Lebensstandards eines Paares ungeachtet der Präsenz eines Kindes verstehen, gelangt man somit zu bestimmten Proportionalitätsverhältnissen, die durch Koeffizienten, die mit dem Alter des Kindes steigen, ausgedrückt werden.

Im Hinblick auf eine Intervention beim Gesetzgeber hat Professor PESTIEAU, der als Experte vom Justizministerium bestellt wurde, die RENARD-Methode bestätigen und auf den neuesten Stand bringen können. Er konnte dabei feststellen, dass die theoretischen Kosten des Kindes von 0 bis 11 Jahren relativ stabil waren (ungefähr 20 % des elterlichen Einkommens) und auf 30 % eines durchschnittlichen Haushaltseinkommens bei einem Kind im Alter zwischen 12 und 17 Jahren stiegen.

Anhand der Proportionalitätskoeffizienten können die tatsächlichen Kosten eines Kindes recht einfach errechnet werden. Diese Kosten liegen unter den theoretischen Kosten und weisen auf den sinkenden Lebensstandard einer Familie hin, wenn ein Kind vorhanden ist.

Der Autor behandelt ebenso die Kontroverse bezüglich der eventuellen Berücksichtigung der laufenden Lasten der Parteien. Die RENARD-Methode berücksichtigt in ihrer Kohärenz nicht diese laufenden Lasten, weil sich daraus eine Schmälerung der Möglichkeiten der Eltern ergeben würde, während die Kosten des Kindes den Anteil des gesamten Budgets der Eltern für den Unterhalt und die Ausbildung des Kindes darstellen. Der Entscheid des Kassationshofes vom 2. Mai 2005, mit dem die

Anwendung der RENARD-Methode gutgeheißen wird, kann jedoch dafür kritisiert werden, dass er den Abzug von Lasten, die laut dieser Methode nicht in Abzug gebracht werden sollen, auferlegt.

Der gleiche Prozess der Festlegung der Realkosten mit Hilfe eines Proportionalitätskoeffizienten gilt auch für die Geschwister ein und derselben Familie gleich welcher Zahl und gleich welchen Alters. Die Kosten eines der Kinder ergeben sich in diesem Fall durch die Multiplikation der Gesamtkosten, die sich aus dem Verhältnis zwischen dem Koeffizienten des betreffenden Kindes und der Summe der Koeffizienten aller betreffenden Kinder ergeben.

Wenn die ROLAND-Skala sich auf den Konsumgewohnheiten von geeigneten Familien basiert, ist es natürlich klar, dass das Verfahren in den Fällen, die uns angehen, zersplitterte Familien betrifft! Auf diese Weise wird übrigens auf ganz vernünftige und gerechte Weise der Grundsatz laut, nach dem der Anteil des Budgets der Eltern, das für den Unterhalt eines Kindes in einem gewissen Alter dient, vor und nach der Trennung der Familie identisch sein muss.

In seiner weiteren Analyse gelangte der Redner zum Kern der Sache, nämlich zum jeweiligen Beitrag der beiden Elternteile. Darum geht es schließlich konkret in einer Trennungsdebatte!

Die realen Nettokosten nach Abzug des Kindergeldes müssen von den Eltern allein bestritten werden, und zwar in Höhe ihres Anteils an den persönlichen Finanzmitteln. Da das Kind der Reihe nach mit dem einen und anderen Elternteil und in veränderlichen Zeiträumen wohnen soll, ist ein Korrekturfaktor zur Berücksichtigung dieser direkten Finanzierung während der Zeit der Unterbringung notwendig. Somit wird ein Beitrag errechnet und in einem Prozentsatz ausgedrückt, der von der Dauer und der Häufigkeit der Unterbringung sowie auch von der Art bestimmter Aufwendungen, die direkt von einem Elternteil getragen werden, abhängig. Es ist genau diese Differenz zwischen der direkten Finanzierung und dem Beitrag entsprechend dem Artikel 203 des Zivilgesetzbuches, der den Unterhaltsbeitrag darstellt, der von einem Elternteil dem anderen gezahlt werden muss.

Anhand einiger zahlenmäßig belegter Beispiele berechnet der Autor den monatlichen Netto-Unterhaltsbeitrag des Vaters oder der Mutter. Bei der anschließenden Prüfung gelangt man systematisch zu der Schlussfolgerung, die dem Prinzip entspricht, laut dem die Proportionalität zwischen den verfügbaren Mitteln oder Restbeträgen der Eltern vor und nach der Berechnung des Unterhaltsbeitrages identisch bleibt.

All dies wäre noch verhältnismäßig einfach, wenn man lediglich die Kosten dieser gemeinsamen Kinder berücksichtigen würde, die sich oftmals nach einer Trennung in eine neu gebildeten Familie wiederfinden oder bereits vorher da waren oder sich zu den eigenen Kindern eines Elternteils hinzugesellen. Die Methode hat alles vorgesehen: es reicht aus, eine Trennung der Beitragsfähigkeiten der Eltern zum einen und des Proportionalitätskoeffizienten zum anderen zu bewerkstelligen und eine unterschiedliche Gewichtung für die gemeinsamen Kinder unter den Geschwistern des jeweiligen Familienteils von Vater oder Mutter vorzunehmen. Dies sind wiederum Beispiele, die die Objektivität und die Effizienz des Verfahrens beweisen!

Diese Methode, die kompliziert erscheinen mag, hat jedoch das Verdienst, jedem Gericht die perfekte Prüfung ihrer Funktionsweise zu ermöglichen. Dies macht die Justiz transparenter und ermöglicht vor allem die gütliche Regelung vieler Situationen, ohne dass man darauf zu warten braucht, dass das Gericht die Berechnung, die ein jeder anstellen mag, bestätigt.

Eine Software auf CD ist bei Larcier erhältlich. Sie heißt PCA (Vorschlag einer Unterhaltszahlung) und wurde von R. Renard und P-A. Wustefeld entworfen. Sie erlaubt die konkrete Anwendung der Methode.

**Bezugsquelle und nützliche Verweise:**

1. J.-L. Franeau, « Proportionnalité, statistiques... » Notiz unter J.P. Soignies-Le Roeulx, 15. März 2002, R.T.D.F. 2002, S. 506.
2. J.L. Franeau, « La méthode Renard étendue aux familles recomposées », Notiz unter J.P. Binche, 2 Oktober 2003, R.T.D.F. 2004, S. 699.
3. R. Renard, « Divorce, coût de l'enfant, pension alimentaire et fiscalité », J.T. 1986, S. 101 - 110.
4. R. Renard « La méthode Renard – Une méthode de calcul des contributions alimentaires », Les dossiers du J.T., n° 51, De Boeck & Larcier, 2005, Geleit von Laurette Onkelinx und Vorwort von J.-L. Franeau.
5. J.-P. Masson u. N. Massager, « Droit des personnes - Chronique de jurisprudence 1994 -1998 », in Les dossiers du J.T. n°25, S. 150 - 166, vor allem Nr. 15.
6. Gesetzesvorschlag „zur Änderung gewisser Bestimmungen des Bürgerlichen Gesetzbuches zum Beitrag von Vater und Mutter zur Erziehung ihrer Kinder“, bei der Kammer am 5. Mai 2004 hinterlegt von M. Gerkens (Doc. Parl., Kammer, 51 1101/001), sowie der Gesetzesvorschlag „zur Objektivierung der Berechnung der Unterhaltszahlungen von Vater und Mutter zugunsten ihrer Kinder“, hinterlegt bei der Kammer am 19. Mai 2004 von M. Wathelet und J.J. Viseur, (Doc. Parl., Kammer, 51 1145/001).
7. F. Erdman u. G. de Leval, „Les dialogues Justice“, zusammenfassender Bericht auf die Anfrage von Laurette Onkelinx, Vizepremierministerin und Justizministerin, Juli 2004, Seiten 219 bis 222 (erhältlich auf dem Internetsite des FÖD Justiz).

Ehegatten gesehen. Dies gilt auch dann, wenn die Frau bei der Zeugung des Kindes unverheiratet war und wenn sie in der Folgezeit einen anderen Mann als den Vater des Kindes heiratet.

FRÜHER hatte der biologische Vater keinerlei rechtliche Handhabe, um seine Vaterschaft anerkennen zu lassen: Das Kind wurde endgültig als das Kind des Ehegatten, dessen Namen es übrigens trug, anerkannt.

IN ZUKUNFT kann der biologische Vater auf gerichtlichem Weg die Vaterschaft des Ehegatten anfechten und den wissenschaftlichen Beweis (DNS) seiner biologischen Vaterschaft erbringen, und dies sogar **noch vor der Entbindung** (neue Artikel 318, § 5 und 328bis des belgischen Zivilgesetzbuches).

3. Wenn erst spät entdeckt wird, dass der gesetzliche Vater eines Kindes eigentlich nicht sein biologischer Vater ist, stellt sich die Frage, ob diese fiktive Vaterschaft noch auf gerichtlichem Wege angefochten werden kann.

Wenn FRÜHER ein Ehegatte erfuhr, dass er nicht der Vater seines Kindes war und dass Kind zu dem Zeitpunkt älter als ein Jahr war, konnte er überhaupt nichts unternehmen: die Verjährungsfrist war abgelaufen, und seine Vaterschaft blieb für immer bestehen, mit all deren Konsequenzen (Alimente für das Kind, Nachlassregelung für das Kind und Eigenschaft des Kindes als pflichtteilsberechtigter Erbe usw.).

Wenn ein Mann UNMEHR erfährt, dass er nicht Vater seines Kindes ist, kann er noch gerichtlich während eines Jahres seine Vaterschaft anfechten, außer wenn er im Besitz des Standes ist, d.h. wenn er als der Vater dieses Kindes von der Familie und der Gesellschaft während eines ausreichend langen Zeitraumes betrachtet wurde (mehrere Jahre), und dies ohne jeden Zweifel.

Gleiches Prinzip bei einem Mann, der spät erfährt, dass er vielleicht der biologische Vater eines Kindes ist, dessen Vaterschaft gegenüber dem Ehegatten der Mutter oder von einem anderen Mann anerkannt wurde. Er kann fortan diese fiktive Vaterschaft anfechten, **sogar mehrere Jahre nach der Geburt** (neuer Artikel 318, § 2).

4. Wenn das Kind erfährt, dass sein gesetzlicher Vater nicht sein biologischer Vater ist, kann es diese Vaterschaft nicht anfechten, wenn sein gesetzlicher Vater ihm gegenüber und in den Augen anderer als sein echter Vater während ausreichend langer Zeit verhalten hat und darüber kein Zweifel bestand. Auch wenn dies nicht der Fall sein sollte oder Zweifel bestehen, kann das Kind diese fiktive Vaterschaft anfechten.

FRÜHER konnte es die Vaterschaft des Ehepartners seiner Mutter lediglich zwischen dem 18. und 22. Lebensjahr anfechten.

FORTAN kann das Kind schon ab **dem 12. Lebensjahr** über einen Vormund, der seine Interessen rechtlich verteidigt, bis zu **seinem 22. Lebensjahr** die Vaterschaft anfechten. Nach dieser Frist kann es ebenfalls zeitlich verzögert reagieren, wenn es später erfährt, dass derjenige, der gesetzlich als sein Vater gilt, nicht sein echter biologischer Vater ist. Er verfügt in diesem Fall über eine Frist von einem Jahr nach der Feststellung seiner echten Vaterschaft.

5. Ein verheirateter Mann, der ein Kind mit einer anderen Frau als seiner Ehegattin zeugt, kann dieses Kind anerkennen, selbst wenn er nicht von seiner Frau getrennt oder geschieden ist oder nicht die Absicht, sich von seiner Frau zu trennen oder scheiden zu lassen.

FRÜHER war ein Gerichtsverfahren erforderlich, um diese Vaterschaftsanerkennung zu bestätigen.

IN ZUKUNFT ist **kein Gerichtsverfahren** mehr notwendig. Die Anerkennung wird automatisch der Ehegattin mitgeteilt

**Das neue Abstammungsgesetz anhand von 10 Fallbeispielen<sup>(1)</sup>**

(Zusammenfassung des Vortrags von Frau Nathalie MASSAGER, Lehrbeauftragte bei der ULB und Anwältin in Brüssel)

1. Wenn eine Frau, die in der Trennung, getrennt oder in der Scheidung lebt, ein Kind von einem neuen Lebensgefährten auf die Welt bringt, trägt das Kind den Namen des Ehegatten, selbst wenn er nicht der Vater ist. Dies gilt auch, wenn das Kind binnen 300 Tagen nach der Scheidung oder der Annullierung der Ehe geboren wird.

IN DER VERGANGENHEIT waren ein Gerichtsverfahren und die Zustimmung der Mutter erforderlich, um die Vaterschaft des Lebensgefährten festzustellen und dem Kind dessen Namen zu geben. Wurde dieses Gerichtsverfahren nicht zu Beginn der Schwangerschaft eingeleitet, stand der Name des Ehegatten in der Geburtsurkunde des Kindes und musste mehrere Monate gewartet werden, bis die Vaterschaft des Lebensgefährten, dem wirklichen, biologischen Vater des Kindes, oder die des Ehegatten galt. Dies rief selbstverständlich absurde Situationen hervor, weil der Ehegatte nach dem Gesetz gemeinsam mit der Mutter die elterliche Gewalt über das Kind ausübte.

FORTAN und unter der Bedingung des Beweises, dass das Kind gezeugt wurde, als die Eheleute getrennte Wohnsitze hatten, oder dass zum Zeitpunkt der Scheidung ein Trennungsverfahren oder Scheidungsverfahren lief, kann die Mutter **zum Zeitpunkt der Geburtserklärung bei der Gemeinde verlangen, dass das Kind nicht den Namen des Ehegatten erhält**. Wenn der Lebensgefährte mit ihr bei der Gemeinde vorstellig wird und das Kind anerkennt, trägt das Kind direkt den Namen des Lebensgefährten. Dazu muss die Mutter die erforderlichen Unterlagen, die vom Standesbeamten verlangt werden, vorbereitet haben (neuer Art. 316bis des belgischen Bürgerlichen Gesetzbuches).

2. Wenn ein Mann ein Kind mit einer verheirateten Frau, die bei ihrem Mann bleiben will, zeugt, wird das Kind als Kind des



Nathalie MASSAGER

und ist somit rechtsgültig (neuer Artikel 319bis des belgischen Zivilgesetzbuches).

6. Eine Frau möchte sich der Anerkennung ihres Kindes durch den biologischen Vater widersetzen.

FRÜHER konnte sie dies nicht tun, selbst nicht in den schwersten Fällen (Folgen der Urteile des Verfassungsgerichtshofes).

FORTAN kann sich die Mutter der Anerkennung widersetzen, ebenso das Kind selber, wenn es über 12 Jahre alt ist. Der biologische Vater kann in dem Fall das Gericht mit der Genehmigung zur Anerkennung ihres Kindes befasen. Das Gericht erteilt ihm von Rechts wegen diese Genehmigung, wenn das Kind noch kein Jahr alt ist. Ist das Kind älter als ein Jahr, untersagt das Gericht die Anerkennung, wenn nachweislich die Anerkennung offensichtlich nicht im Interesse des Kindes ist. Lediglich schwere Umstände können dieser Anerkennung im Weg stehen. Dieser Antrag wird von Rechts wegen abgelehnt, wenn das Kind in Folge einer Vergewaltigung gezeugt wurde, für die der biologische Vater worden ist (neuer Artikel 329bis des Zivilgesetzbuches).

7. Kann ein Mann, der ein Kind anerkennt, das nicht seins ist, um der Mutter einen Gefallen zu leisten, in der Folgezeit seine Vaterschaft verschwinden lassen, indem er durch DNS beweist, dass er nicht der biologische Vater ist? Nein, er kann nicht nachträglich diese Vaterschaft verschwinden lassen, außer wenn er nachweislich in die Irre geführt wurde oder unter Drohungen das Kind anerkannt hat, sofern er sich nicht wie der Vater des Kindes fortwährend, unzweideutig und während sehr langer Zeit verhalten hat.

FRÜHER konnten die Familienmitglieder (Eltern, Geschwister...) vor Gericht die fiktive Vaterschaft anfechten, und dies während einer Frist von 30 Jahren.

FORTAN können die Familienmitglieder nichts mehr unternehmen. Lediglich wenn der Beweis eines Zustimmungsmangels seinerseits oder der Mutter selbst erbracht wird, kann einzig und allein der biologische Vater des Kindes oder das Kind selber die vorgegebenen Vaterschaft anfechten (neuer Artikel 330 des Zivilgesetzbuches).

8. Wie lange kann ein Kind auf gerichtlichem Wege die Vaterschaft seines biologischen Vaters feststellen lassen?

Wenigstens bis zum **Alter von 48 Jahren**, ja sogar später, wenn der biologische Vater das Kind wie seines behandelt hat, ohne es als sein Kind anzuerkennen (neuer Artikel 331ter des Zivilgesetzbuches).

Zur Erinnerung: Die vor 1987 Geborenen, d.h. die zu einer Zeit geboren wurden, als die Vaterschaft nicht festgestellt werden können, weil sie uneheliche oder außereheliche Kinder waren, können ein gerichtliches Verfahren bis zum 6. Juni 2017 einleiten, **sogar nach dem Tode des biologischen Vaters** durch posthume genetische Untersuchung oder durch den Beweis des Standes.

9. Eine Frau zeugt ein Kind mit einem Mann, der seine Verantwortung gegenüber dem Kind nicht wahrnehmen möchte oder der es nicht anerkennen möchte, zum Beispiel weil er anderweitig verheiratet ist. Wenn die Mutter ihn nicht zur gerichtlichen Vaterschaftsübernahme zwingen will, kann sie eine **Alimentenforderung** einreichen im Hinblick auf den Erhalt einer finanziellen Hilfe seitens des biologischen Vaters ohne dass dies eine Anerkennung dessen Vaterschaft mit sich zieht („Zahlvaterschaft“).

FRÜHER musste die Mutter diese Forderung innerhalb von drei Jahren nach der Geburt oder nach der Einstellung der spontan vom Vater geleisteten finanziellen Unterstützung erheben.

IN ZUKUNFT besteht **keine Verjährungsfrist** für diese Maßnahme mehr (zur Erinnerung: Alimentenforderungen

sind nach 5 Jahren verjährt) (neuer Artikel 337 des Zivilgesetzbuches).

10. Seit 1987 haben Kinder ohne Unterschied die gleichen Rechte, ob ihre Eltern verheiratet sind oder nicht.

FRÜHER bestanden noch einige Diskriminierungen gegenüber außerehelichen Kindern bei der Nachlassregelung.

IN ZUKUNFT gibt es **keine Diskriminierung** irgendwelcher Art mehr (Aufhebung der ehemaligen Artikel 334bis, 745quater, § 1, Abs. 2, 837 des Zivilgesetzbuches).

#### Quellenangaben

Jean-Emmanuel BEERNAERT u. Nathalie MASSAGER, "Le nouveau droit de la filiation : tableaux synoptiques", Div.Act., 2007/5, S. 93 bis 98.

Marie DEMARET, "Le droit de la filiation réformé", Rev.Not.B., März 2007, S. 114-154

Nicole GALLUS u. Didier CARRÉ, La nouvelle loi sur la filiation, in collection Lois actuelles, Kluwer, 2007.

Nathalie MASSAGER, "Le nouveau droit de la filiation : questions choisies", Div. Act., 2007/5, S. 81 - 92

Géraldine MATHIEU, "La réforme du droit de la filiation : une refonte en profondeur...", Rev.trim.dr.fam., 2007/2, pp. 333 à 369.

Patrick SENAËVE, "De hervorming van het afstammingsrecht door de wetten van 1 juli 2006 en van 27 december 2006 (Deel I), T.Fam., 2007/4, pp. 62-80

Jehanne SOSSON, "Le droit de la filiation nouveau est arrivé !", J.T., 2007, n° 6267, S. 365 - 370 und 6268, S 391 - 403.

Jehanne SOSSON, "Les actions judiciaires relatives à la filiation : tableaux synthétiques", Rev.trim.dr.fam., 2007/2, pp. 371 à 382.

Rechtsanwältin Nathalie Massager ist ebenfalls Autorin eines jüngsten Referenzwerkes über die elterliche Gewalt und die Unterbringung der Kinder: «Entre parents et se séparer» (ed. de boeck, collection parentalités, Juli 2007)

(1) Das Gesetz vom 1. Juli 2006 zur Änderung der Bestimmungen des Bürgerlichen Gesetzbuches über die Nachkommenschaft und deren Auswirkungen ist am 1. Juli 2007 in Kraft getreten.

## Informationen über geistige Eigentumsrechte

(Zusammenfassung des Vortrags von Herrn Flip PETILLION vom 2. März 2007 auf dem Schulungstag von BELGAVOKA in Uccle)

In einem ersten Schritt hat der Redner die geistigen Eigentumsrechte unter den einzelnen Aktivposten des Unternehmens situiert.

Er hat dargelegt, dass die geistigen Eigentumsrechte in drei Kategorien eingeteilt werden können:

- Die erste Kategorie umfasst die geistigen Eigentumsrechte, deren Hauptzielsetzungen der Schutz der Kreativität sowie der mittelfristigen Investitionen sind. Dies betrifft Urheberrechte und daran geknüpfte oder damit zusammenhängend Rechte wie den Schutz von Software und den Schutz von Datenbanken.
- Die zweite Kategorie der geistigen Eigentumsrechte handelt vom langfristigen Schutz von Investitionen. In dieser Kategorie findet man unter anderem Erfindungspatente, Zeichnungen und Modelle sowie das Gewinnungsrecht auf Pflanzen.
- In einer dritten Kategorie befindet sich die geistigen Eigentumsrechte, anhand deren ein Unternehmen identifiziert werden kann, sowie die Produkte und Leistungen dieses Unternehmens, die es von Dritten und deren Produkte und Leistungen unterscheidet. Diese Kategorie umfasst den Namen und Namenszusatz, die Handelsbezeichnung, die Marke, den Domainnamen, die geographischen Angaben sowie die Herkunftsbezeichnung von Produkten.



Flip PETILLION

Neben diesen einzelnen geistigen Eigentumsrechten hat der Autor verschiedene Aktiva angeführt, die, wenngleich sie nicht zu den geistigen Eigentumsrechten gehören, einen wichtigen Bestandteil der geistigen Vermögenswerte eines Unternehmens ausmachen. Sie umfassen unter anderem das Know-how, strategische Informationen, Geschäftsgeheimnisse, die Situation des Unternehmens auf dem Markt ausgehend von Zertifikaten, Zulassungen usw.

Der Mitarbeiterbestand sowie das geistige Eigentum bilden das immaterielle Firmenvermögen.

Anschließend hat der Redner aufgezeigt, dass in den vergangenen 20 Jahren das immaterielle Vermögen einen vorherrschenden Platz innerhalb des Gesamtvermögens eines Betriebs eingenommen hat. Dieser Aspekt darf nicht bei der Festlegung der Prioritäten der wirtschaftlichen Tätigkeit in der gesamten westlichen Welt und insbesondere in Belgien vernachlässigt werden.

Der Redner ging in seinem weiteren Vortrag ausführlich auf ein spezifisches Recht ein, das sich aus jeder der drei obenstehenden Kategorien herausgeschält hat: das Urheberrecht, das Patent auf Erfindungen und die Handelsmarke. Er hat sich darüber hinaus mit dem Schutzgegenstand einer jeden einzelnen Gesetzgebung befasst, ferner mit den Bedingungen, die erfüllt werden müssen, damit der Schutz gewährleistet werden kann, den Rechten, die geschützt werden, der Dauer des Schutzes und den Mitteln zur Verteidigung oder Wahrung des geschützten Rechtes.

Der Redner hat schließlich durch eine originelle Sicht der Dinge gezeigt, für welche Unternehmensbereiche die geistigen Eigentumsrechte in Betracht gezogen werden können. Vom Beginn seiner Tätigkeiten bis zur Auflösung seines Unternehmens muss der Unternehmer den ihm zum Schutze seiner Schöpfungen und Investitionen gebotenen Möglichkeiten Rechnung tragen und sowohl sein Unternehmen als auch dessen Produkte und Leistungen aus der Masse hervorheben. Zur Veranschaulichung dieser Vorgehensweise können die nachstehenden Handlungspunkte entwickelt werden:

- ein Unternehmer, der ein Unternehmen gründen möchte, muss sich mit seinen Partner über die geistigen Eigentumsrechte und den Grad deren Geheimhaltung einig sein. Darüber hinaus muss er ähnliche Vereinbarungen treffen, sowohl mit den Mitarbeitern als auch mit Dritten, die ihn bei der Weiterentwicklung seines Unternehmens unterstützen.
- Wenn er seine Idee nicht schützen kann, kann er dennoch einen Schutz in Form von – je nach Fall – Urheberrechten, Erfindungspatenten, Industriezeichnungen oder –modellen usw. erwirken.
- Wenn er feststellt, dass Dritte seinen geistigen Eigentumsrechten zuwiderhandeln, stehen dem Unternehmen verschiedene Regelungen zur Verfügung, durch die er seine Rechte geltend machen kann. Je nach Fall kann er die erforderlichen Feststellungen durch einen Gerichtsvollzieher machen lassen oder kann sogar den Pfändungsrichter um eine Beschlagnahme von Beweismitteln zur späteren Verwendung (Art. 1481 des Gerichtsgesetzbuches) im Falle von Fälschungen ersuchen. Er kann anschließend seine Einrede beim Vorsitzenden des Gerichtes vortragen und die Einstellung der strittigen Tätigkeiten verlangen. Er kann anschließend eine Entschädigung für den ihm durch die Zuwiderhandlung entstandenen Schaden bei dem zum Grunde der Sache urteilenden Richter einfordern.

Der Redner hat seinen Vortrag mit einer Synthese des belgischen Gesetzesentwurfes zur Vereinheitlichung aller geistigen Eigentumsrechtsvorschriften und aller Vorschriften bezüglich der Entschädigungen und der Bestimmung des Materials, das zur Zuwiderhandlung diente, abgeschlossen.

BELGAVOKA E.W.I.V. weist darauf hin, dass jeglicher Kontakt mit einem ihrer Mitglieder eine Angelegenheit zwischen dem potentiellen Mandanten und dem betroffenen Mitglied darstellt. Dies bedeutet, dass jedes Mitglied im Rahmen seiner Beziehung Mandanten für die Wahrung des Berufsgeheimnisses einsteht und seine diesbezügliche Verantwortung übernehmen wird. Indem sich der Mandant an ein Mitglied von Belgavoka wendet, richtet er sich ausschliesslich an diese Person und aus dieser Beziehung lässt sich keinesfalls eine Verantwortlichkeit der E.W.I.V. BELGAVOKA ableiten.

## Calculation of the maintenance contribution for children

Jean-Louis FRANEAU

*(Summary of the presentation by Mister Jean-Louis FRANEAU, Senior Presiding Judge of Mons Court of Appeal)*

The first reference is of course the text of the law, i.e. articles 203, §1 and 203bis of the Civil Code. But these provisions are very imprecise.

However, the combined application of these two articles and common sense show that the law establishes a difference between the obligation of the debt and the contribution. The obligation of the debt (the share of the budget that the family devotes to expenditure for the child or the "cost" of the child) is difficult to determine because the expenses of households are collective, and also because article 203, §1 does not help to determine the specific share of the family budget intended for the children.

If the cost of the child could be easily known, in the different situations it is possible to encounter, the calculation of the contribution of each parent to this cost would be easy. After taking the child benefit into account, which participates in the financing of the (gross) cost, it would suffice to share out the balance (net cost) in proportion to the income of each parent.

What is now commonly called the "RENARD method" greatly facilitates the resolution of problems, as this method enables the gross costs of a child to be quantified by reference to statistical averages.

Mr RENARD, doctor of sociology and designer of the method, established a statistical scale of the proportional theoretical costs according to the ages of children, based on data from the Institut National de Statistiques, by comparing the income of families with the same standard of living, first of all families without children and then families with children of different ages.

The theoretical cost is defined as the increase in the resources needed to maintain the standard of living of the couple, despite the presence of the child, and proportionality relationships can then be established, expressed as coefficients increasing in relation to the age of the child.

With the prospect of a legislative intervention, Professor PESTIEAU, designated as an expert by the Minister of Justice, was able to validate the RENARD method, while updating it: this work established that the theoretical cost of a child is relatively stable from 0 to 11 years (i.e. 20% of the income of the parents), reaching 30% of this same income in an average-income household for a child between 12 and 17 years.

The proportionality coefficients enable the "real" cost of a child to be calculated relatively easily. This real cost is less than the theoretical cost, marking the fall in the standard of living of the family caused by the presence of the child.

The author dwelled for a moment on the controversy relating to whether or not the everyday charges of the parties are taken into account: the RENARD method, with its internal consistency, does not take these charges into account, as it would result in a reduction of the capabilities of the parents, while the cost of the child is the proportion of the total budget of the parents dedicated to its maintenance and education. The judgement of the Court of Cassation of 2 May 2005, which sanctioned the adoption of the RENARD method, is open to criticism where it imposes the deduction of the charges, contrary to the said method.

The same process for determining the real cost with the aid of a proportionality coefficient applies to a set of siblings, i.e. all of the brothers and sisters in the same family, irrespective of the number or age: the cost of one of the children is then obtained by multiplying the total cost thus obtained by the ratio between the coefficient for the child concerned and the sum of the coefficients for all of the children concerned.

While the ROLAND scale is based on the consumption habits of united families, it is clear that the importance of the method lies with broken families. Thus in a completely equitable way, the principle is that the proportion of the budget of the parents that has to be used to maintain a child of a given age must be the same before and after the break-up of the family.

Proceeding with his analysis, the speaker came to the crux of the subject, i.e. the contribution of the father and mother individually, as that is the actual subject of the debate in the event of separation.

The net real cost, after deduction of the family benefit, must be financed by the parents alone in proportion to their personal resources. As the child cohabits successively with the one and the other parent, and in variable proportions, a correction is required to take account of this direct financing during the period of accommodation: a contributive value is thus determined by a percentage which is a function of the duration and frequency of accommodation, but also a function of the nature of certain expenses directly borne by one of the parents. It is precisely the difference between the direct financing and the contribution due in execution of article 203bis of the Civil Code which constitutes the maintenance contribution due in cash by the one parent to the other.

Using a few quantified examples, the author calculated the net monthly maintenance contribution of the father or mother, and by way of a verification, systematically came to the conclusion in accordance with the principle that the proportionality between the resources or available balances of the parents remains the same before and after the calculation of the maintenance contribution.

All that would remain relatively simple if it did not have to take account of the cost of these same common children in a recomposed family after the separation, which is often the case, where other children of one of the parents are already there or are born. No matter, the method covers everything: it is sufficient to dissociate the contributive powers of the parents, and then to dissociate the proportionality coefficient with a different weighting for the common children in relation to the recomposed family by each of their parents. Again examples illustrated the objectivisation of the process and its effectiveness.

This method, which may seem complex, does have the merit of enabling each party to the proceedings to perfectly verify its functioning, which can make the law more transparent, and above all it enables situations to be settled amicably, without having to wait for a court decision to confirm the calculation that each party can do.

A software package is available on CD from Larcier, under the name of PCA (proposition de contribution alimentaire - proposed maintenance contribution) designed by R. Renard and P.A. Wustefeld. It enables the practical "application" of the method.

#### Useful references:

1. J.-L. Franeau, "Proportionnalité, statistiques..." note under J.P. Soignies-Le Roeulx 15 March 2002, R.T.D.F. 2002, p. 506.
2. J.-L. Franeau, "La méthode Renard étendue aux familles recomposées", note under J.P. Binche, 2 October 2003, R.T.D.F. 2004, p. 699.
3. R. Renard, "Divorce, coût de l'enfant, pension alimentaire et fiscalité", J.T. 1986, p. 101 to 110.
4. R. Renard, "La méthode Renard - Une méthode de calcul des contributions alimentaires", Les dossiers du J.T., No. 51, De Boeck & Larcier, 2005, Preface by Laurette Onkelinx and foreword by J.-L. Franeau.
5. J.-P. Masson and N. Massager, "Droit des personnes - Chronique de jurisprudence 1994 -1998", in Les dossiers du J.T. n°25, pp. 150 to 166, spéc. No. 15.
6. Bill "amending certain provisions of the Civil Code on the contribution of the father and mother to the upbringing of their children", deposited in the Chamber on 5 May 2004, by Ms M. Gerkens (Doc. Parl., Ch. Repr., 51 1101/001), as well as the Bill "to objectivise the calculation of the maintenance contributions of the father and mother in the favour of their children", deposited in the Chamber on 19 May 2004, by M. Wathelet and J.J. Viseur, (Doc. Parl., Ch. Repr., 51 1145/001).
7. F. Erdman et G. de Leval, "Les dialogues Justice", summary report drawn up on the request of Laurette Onkelinx, Deputy Prime Minister and Minister of Justice, July 2004, pp. 219 to 222. (available on the website of the Federal Public Department of Justice).

## The new law on filiation across 10 cases<sup>(1)</sup>



Nathalie MASSAGER

(Summary of the presentation of Miss Nathalie MASSAGER, Junior Lecturer at the Free University of Brussels, Lawyer at the Brussels Bar)

1. If a woman who is separated or undergoing separation or divorce proceedings gives birth to a child conceived with her new partner, the child will nevertheless bear the surname of the husband even if he is not the father. The same applies if the child is born within 300 days of the divorce or the annulment of the marriage.

PREVIOUSLY, legal proceedings were required for the paternity of the partner to be established and for the child to bear his surname, with the consent of the mother. If the proceedings were not started at the very start of the pregnancy, the surname of the husband appeared on the birth certificate of the child and it was necessary to wait for several months before the paternity of the partner, the real biological father of the child, could replace that of the husband. This did not fail to create absurd situations, as in the eyes of the law the husband had parental authority over the child together with the mother.

NOW, provided that it can be proven that the child was conceived when the spouses lived apart, or that they had started separation or divorce proceedings at the time of conception, the mother may request, when declaring the birth to registry office, that the child does not take on the surname of the husband. If the partner presents himself with her and acknowledges the child, the child takes on the surname of the partner directly. In order to enable this, the mother must have prepared the necessary documents requested by the Registrar (new article 316bis Civil Code).

2. If a man conceives a child with a married woman who wants to stay with her husband, the child will be recognised as being the child of the husband. The same applies if the woman is single at the time of the child being conceived, and she subsequently marries a man who is not the father of the child.

PREVIOUSLY, the biological father had no legal means to have his paternity recognised: the child was definitively recognised as being from the husband whose surname it took.

NOW, the biological father may take legal action to dispute the paternity of the husband and provide scientific proof (DNA analysis) of his biological paternity. He may even start the action in before the birth (new articles 318, §5 and 328bis Civil Code).

3. If it is belatedly discovered that the legal father of a child is not its biological father, the question is whether it is still possible to dispute this fictitious paternity in law.

PREVIOUSLY, if a husband learned that he was not the father of his child when it was more than one year old, strictly speaking he could do nothing: the time bar had taken effect and his paternity was established forever, with all the consequences of it (maintenance obligation towards the child, inheritance of the child as the reserved heir, etc).

NOW, if a husband learns belatedly that he is not the father of his child, he can still take legal action for one year to dispute his paternity, unless there is possession of status, i.e. if he has been unequivocally recognised as the father of the child by the family circle and society for a sufficiently long time (several years).

The same principle applies to a man who belatedly learns that he may be the biological father of a child whose paternity has been established with respect to the husband of the mother, or who has been acknowledged by a man other than himself: he can now dispute this fictitious paternity even several years after the birth (new article 318, § 2).

4. If the child learns that his legal father is not his biological father, he may not take action to dispute this paternity if his legal father has behaved towards him and in the eyes of all as his true father for a sufficiently long period and in the absence of any doubt. But if this is not the case or in the event of doubt, the child may dispute this false paternity.

PREVIOUSLY, he could only take action to dispute the paternity of the husband of his mother between the age of 18 and 22 years.

NOW, the child may take action as of the age of 12 years, through a guardian appointed to represent his interests in law, and until he is 22 years old. Beyond this period he may also take deferred action if he belatedly learns that the person designated by law as his father is not his true biological father: in such case he has a period of one year starting from the discovery of his true paternity.

5. A married man who conceives a child with a woman who is not his wife may acknowledge this child, even if he is not separated or divorced from his wife, or if he has no intention

to separate or divorce.

PREVIOUSLY, legal proceedings were necessary to ratify this acknowledgement.

NOW, no legal proceedings are required: the wife is automatically notified of this acknowledgement and it may thus take effect (new article 319bis Civil Code).

6. A woman wants to oppose the biological father of her child acknowledging it.

PREVIOUSLY, she could not oppose it, even in the most serious cases (effects of judgments of the Court of Arbitration).

NOW, the mother may oppose this acknowledgement, as can the child itself if it is more than 12 years old. The biological father may petition the court for authorisation to acknowledge his child. The court will automatically grant such authorisation if the child is less than one year old. If the child is more than one year old, the court will forbid acknowledgement if it is proven that such an acknowledgement is manifestly contrary to the interests of the child: only very serious circumstances may obstruct such acknowledgement. The petition will be automatically rejected if the child is the result of a rape that the biological father has been found guilty of (new article 329bis Civil Code).

7. Can a man who has acknowledged a child that is not his own in order to please the mother, subsequently deny his paternity by proving by DNA analysis that he is not the biological father? No, he cannot erase his paternity 'after the event', unless he proves that he was misled or put under duress to acknowledge it, or if he has not behaved as the father of the child continually and unequivocally for too long a time.

PREVIOUSLY, the members of his family (his parents, brother and sister, etc) could take legal action to dispute this false paternity, and this for 30 years.

NOW, the members of his family can no longer take action. Save for proving a defect of consent on his part or on the part of the mother herself, only the true biological father of the child or the child himself may dispute the false acknowledgement (new article 330 Civil Code).

8. Until when can a child establish the paternity of his biological father in law? Until at least the age of 48 years, and even later if his biological father has treated him as his child without acknowledging him (new article 331ter Civil Code).

Remember: people born before 1987, at a time when it was not possible to establish their paternity because they were illegitimate or born of adultery, can take legal action until 6 June 2017, even after the death of the biological father by a posthumous genetic analysis or by possession of status.

9. A woman conceives a child with a man who does not want to take on his responsibilities towards the child or who does not want to acknowledge it, for example because he is married to another woman: if the mother does not want to force him to establish his paternity in law, she may take legal action for maintenance payments without declaration of filiation, whose purpose is to obtain financial support from the biological father without his paternity being legally established.

PREVIOUSLY, the mother had to take such action within 3 years of the birth or within 3 years of the end of the financial support spontaneously provided by the father.

NOW, there is no time limit for starting this action (however as a reminder claims for maintenance payments are time-barred after 5 years) (new article 337 Civil Code).

10. Since 1987, all children have had the same rights, irrespective of whether their parents are married or not.

PREVIOUSLY, some residual discrimination remained against children born of adultery with regard to inheritance.

NOW, there is no discrimination of any nature (abolition of former articles 334bis, 745quater, §1, par. 2, 837 Civil Code).

(1) The Act of 1 July 2006 amending the provisions of the Civil Code on the establishment of filiation and its effects came into effect on 1 July 2007.

#### Summary bibliography

Jean-Emmanuel BEERNAERT and Nathalie MASSAGER, "Le nouveau droit de la filiation: tableaux synoptiques", Div.Act., 2007/5, pp. 93 to 98.

Marie DEMARET, "Le droit de la filiation réformé", Rev.Not.B., March 2007, pp. 114-154.

Nicole GALLUS and Didier CARRÉ, La nouvelle loi sur la filiation, in collection Lois actuelles, Kluwer, 2007.

Nathalie MASSAGER, "Le nouveau droit de la filiation: questions choisies", Div.Act., 2007/5, pp. 81 to 92.

Géraldine MATHIEU, "La réforme du droit de la filiation: une refonte en profondeur...", Rev.trim.dr.fam., 2007/2, pp. 333 to 369.

Patrick SENAEEVE, "De hervorming van het afstammingsrecht door de wetten van 1 juli 2006 en van 27 december 2006 (Deel I), T.Fam., 2007/4, pp. 62-80.

Jehanne SOSSON, "Le droit de la filiation nouveau est arrivé !", J.T., 2007, n° 6267, pp. 365 to 370 and No. 6268, pp. 391 to 403.

Jehanne SOSSON, "Les actions judiciaires relatives à la filiation: tableaux synthétiques", Rev.trim.dr.fam., 2007/2, pp. 371 à 382.

Nathalie Massager is also the author of a recent reference work on parental authority and the accommodation of children: "Etre parents et se séparer" (ed. de boeck, collection parentalités, July 2007)

information, commercial secrets, the position of the company on the market on the basis of certificates, approvals, etc.

The workforce and the intellectual assets form the intangible assets of the company.

Then the speaker demonstrated that over the last 20 years, intangible assets have occupied a dominant position among all the assets of companies. This aspect is a significant point in determining the priorities for economic activities, throughout the Western world and in Belgium and particular.

The speaker then continued his presentation with a detailed treatment of a specific right in each of the three categories set out above, i.e. copyright, patents and trademarks. Moreover, he turned his attention to the protection objective of each specific legislation, the conditions that have to be satisfied to obtain protection, the extent of the protected rights, the duration of protection, and the means for defending or maintaining the right.

Finally, using an original approach the speaker demonstrated which intellectual property rights come into consideration for which company domains. As of the start of its operations until the liquidation of the company, the businessman must in fact take account of the options open to him to protect his creations, investments, and to differentiate or distinguish his company and products or services. As an illustration of this process it is possible to develop the following points of action:

- A businessman who wants to start up a company must reach agreement with his partners regarding intellectual property rights and the undertakings of confidentiality. In addition, he must establish similar agreements with employees, and all third parties who assist in the development of his company.
- If he cannot protect his idea, he may obtain protection under copyright, patents, registered designs, etc, depending on the case.
- If he finds that third parties have infringed his intellectual property rights, the businessman has various regulations at his disposal to enable him to assert his rights. Depending on the case, he can have the necessary observations made with the assistance of a bailiff, or he can even ask the attachment judge for an Anton Piller order (art. 1481 of the Judicial Code) with regard to counterfeiting. He can then resort to the presiding judge of the Court to claim the stoppage of the disputed activities. Finally, he can ask the trial judge for compensation for his damage resulting from the infringement.

The speaker ended his presentation with a summary of the Belgian Bill to standardise the rules for all intellectual property rights, with regard to compensation for damage and what happens to the materials constituting the infringement.

BELGAVOKA E.E.I.G. points out that any relationship with its members is a matter between the possible client and the member concerned. This means that each member is responsible for professional secrecy and his liability in the framework of the relationship with clients. The client has a relationship based on the principle of *intuitu personae* when dealing with a Belgavoka member and the E.E.I.G. BELGAVOKA has no liability whatsoever, in any circumstances, with regard to this relationship.

## Information on intellectual property rights

(summary of the presentation of Mister Flip PETILLION on 02 March 2007 at the BELGAVOKA training day in Uccle)

The speaker first placed intellectual property rights within the various assets of a company.

He perfectly demonstrated that intellectual property rights could be divided into three categories:

- The first category contains the intellectual property rights whose main objective is to protect creativity and investments in the medium term. It concerns copyright and related rights, such as protection of software and databases.
- The second category of intellectual property rights deals with the protection of investments in the long term. This category includes patents, registered designs, and plant variety rights.
- Finally, a third category contains intellectual property rights that enable a company and its products and services to be identified, and distinguished from third parties and their products and services. This category includes the company or corporate name, the trade name, trademark, domain name, geographic indication, and the label of origin.

Alongside these different intellectual property rights, the author listed various assets which, although not intellectual property rights in themselves, form an important part of the intellectual assets of a company. These assets include know-how, strategic

visit our website  
[www.belgavoka.be](http://www.belgavoka.be)

# Leden | Membres | Mitglieder | Members

## ANTWERPEN

### **KANTOOR VAN CAMP**

Katia VLEUGELS  
Molensstraat 52-54, 2018 ANTWERPEN  
Tel 03/241.05.41  
Fax 03/241.05.40  
E-mail: katia.vleugels@evclaw.com

## ARLON & NEUFCHATEAU

### **MICHEL & LEFEVRE**

Jean-Paul MICHEL  
Rue des Combattants 30, 6760 VIRTON  
Tel 063/58.86.90  
Fax 063/58.86.94  
E-mail: jpaul.michel@belgavoka.be

## BRUGGE

### **LANDUYT, SERGEANT, FEYS & PERSYN**

Johan PERSYN  
Zwijnstraat 3, 8000 BRUGGE  
Tel 050/34.36.34  
Fax 050/34.05.19  
E-mail: jpersyn@law-office.be

## BRUSSELS

### **DE BEIR & VANRAES**

Theo DE BEIR  
Av. W. Churchill laan 51, 1180 BRUSSELS  
Tel 02/340.24.00  
Fax 02/343.83.03  
E-mail: theo.debeir@debeir-vanraes.be

## CHARLEROI

### **LEMAIRE, DELADRIERE & LAMBERT**

Geoffroy LEMAIRE  
Boulevard Mayence 21, 6000 CHARLEROI  
Tel 071/20.00.20  
Fax 071/20.00.21  
E-mail: glemaire@avocats-ldl.be

## DENDERMONDE

### **DE CLERCQ - TRUYENS - DE SCHRUIVER - MEESE**

Luc TRUYENS  
Koningin Astridln 52, 9100 ST-NIKLAAS  
Tel 03/766.60.78  
Fax 03/765.95.75  
E-mail: ltruyens@skypro.be

## EUPEN

### **ZIANS & HAAS**

Guido ZIANS  
Heckingstraße 10, 4780 ST-VITH  
Tel 080/28.09.00  
Fax 080/22.90.17  
E-mail: guido.zians@zians-haas.be

## GENT

### **KANTOOR VAN HAMME**

Guy VAN HAMME  
Tentoonstellingslaan 78, 9000 GENT  
Tel 09/223.64.76  
Fax 09/233.29.71  
E-mail: guy.vanhamme@belgavoka.be

## HASSELT

### **GEYSKENS, VANDEURZEN & VENNOTEN**

Jan SWENNEN  
Scheigoorstraat 5, 3580 BERINGEN  
Tel 011/42.53.00  
Fax 011/42.05.38  
E-mail: jan.swennen@gevaco.be

## HUY

### **JAMAR, MOTTARD & DEGROOT**

Florence DEGROOT  
Rue des Vieux Remparts 4/A, 4280 HANNUT  
Tel 019/51.37.30  
Fax 019/51.37.80  
E-mail: f.degroot@avocat.be

## IEPER

### **VER ELST & GEELHAND de MERXEM**

Francis VER ELST  
Brugseweg 63, 8900 IEPER  
Tel 057/21.85.26  
Fax 057/21.79.64  
E-mail: francis.verelst@scarlet.be

## KORTRIJK

### **LEYSSEN - VANDELANOTTE - DEVLOO**

Jan LEYSSEN  
Koning Albertstraat 24/1, 8500 KORTRIJK  
Tel 056/22.07.61  
Fax 056/22.07.81  
E-mail: jan@lvda.be

## LEUVEN

### **MOMBAERTS - VANDEBROECK - MOMMAERTS**

Johan MOMMAERTS  
J.P. Minckelerstraat 33, 3000 LEUVEN  
Tel 016/31.08.10  
Fax 016/29.00.43  
E-mail: johan.mommaerts@balieleuven.be

## LIEGE

### **DEWEZ - BERNARD - GREGOIRE**

Jean-Luc DEWEZ  
Rue des Remparts 6, 4600 VISE  
Tel 04/379.37.12  
Fax 04/379.08.99  
E-mail: jldewez@skynet.be

## G.D. LUXEMBOURG

### **NATHAN & NOESEN**

Jean-Paul NOESEN  
Rue des Glacis 18 - BP 391  
L-2013 LUXEMBOURG  
Tel 00352/46.02.46  
Fax 00352/46.16.46  
E-mail: jpnoesen@nathan-noesen.lu

## MARCHE-EN-FAMENNE

### **DARDENNE-COLLET-ORBAN**

Cécile ORBAN  
R. de la Gare 10/9, 6980 LA ROCHE-EN-ARD.  
Tel 084/41.01.00  
Fax 084/41.01.09  
E-mail: orban.cecile@swing.be

## MECHELEN

### **LENS-DE KEERSMAECKER-COECKELBERGH**

Jules DE KEERSMAECKER  
Schuttersvest 23/3, 2800 MECHELEN  
Tel 015/41.33.91  
Fax 015/41.51.84  
E-mail: advocaten.ldkc@skynet.be

## MONS

### **POPYN, LESUISSE & D'ACUNTO**

Olivier LESUISSE  
Marché Croix-Place 7, 7000 MONS  
Tel 065/377.477  
Fax 065/37.74.74  
E-mail: pld.avocats@belgavoka.be

## NAMUR

### **CABINET DARMONT**

Benoît DARMONT  
Chaussée de Charleroi 164, 5070 VITRIVAL  
Tel 071/74.38.80  
Fax 071/74.36.44  
E-mail: avocat.darmont@skynet.be

## NIVELLES

### **AUQUIER-DENIS-DUQUESNOY-JOB-SCHREITER**

Benjamin AUQUIER  
Avenue du Centenaire 4, 1400 NIVELLES  
Tel 067/21.83.85  
Fax 067/21.82.88  
E-mail: b.auquier@avocat.be

## OUDENAARDE

### **KANTOOR JAN OPSOMMER**

Jan OPSOMMER  
Kasteelstraat 8, 9700 OUDENAARDE  
Tel 055/31.17.70  
Fax 055/31.17.31  
E-mail: jan.opsommer@telenet.be

## TONGEREN

### **KANTOOR DRIESSEN**

Peter BOUTS  
St-Catharinastraat 54, 3700 TONGEREN  
Tel 012/23.13.68  
Fax 012/23.56.51  
E-mail: peter.bouts@driessen.be

## TOURNAI

### **CABINET DEBONNET**

Victor DEBONNET  
Rue de l'Athénée 12, 7500 TOURNAI  
Tel 069/22.88.18  
Fax 069/22.87.75  
E-mail: v.debonnet@skynet.be

## TURNHOUT

### **DEVOS & VAN DEN EYNDE**

Guido VAN DEN EYNDE  
Diestseweg 155, 2440 GEEL  
Tel 014/58.55.18  
Fax 014/58.55.09  
E-mail: guido@devosvde-law.be

## VERVIERS

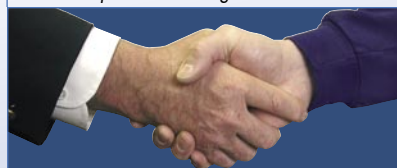
### **CABINET COLLIN**

Stéphane COLLIN  
rue du Palais 34, 4800 VERVIERS  
Tel 087/29.23.95  
Fax 087/29.23.99  
E-mail: s.collin3@avocat.be

## VEURNE

### **KANTOOR LAGROU**

Joris LAGROU  
Ijzerlaan 40, 8600 DIKSMUIDE  
Tel 051/50.06.93  
Fax 051/50.12.83  
E-mail: lagrou.advocaten@skynet.be



In cooperation with:

Alain VERBEKE  
Estate planning

Boulevard St-Michel 2  
1040 Brussels  
T 02/738.06.50  
F 02/738.06.60  
averbeke@greenille.com

Flip PETILLION  
Intellectual law

Terhulpesteenweg 187  
1170 Brussel  
T 02/663.85.05  
F 02/663.07.31  
f.petillion@janson-baugniet.be

Johan VERBIST

Lawyer at the Court of Cassation  
Brederodestraat 13  
1000 Brussels  
T 02/501.94.77  
F 02/501.94.94  
johan.verbist@linklaters.com

Marc PREUMONT  
Criminal law

Avenue de Marlange 165  
5000 Namur  
T 081/74.10.60  
F 081/74.37.36  
m.preumont@avocat.be

Peter L'ECLUSE

European competition law  
Louizalaan 165  
1050 Brussels  
T 02/647.73.50  
F 02/640.64.99  
plecluse@vanbaelbellis.com

Roland FORESTINI  
Tax law

Avenue Buyl 173  
1050 Brussels  
T 02/663.89.20  
F 02/663.89.29  
rf@forestini.be